

LE MILEISME

L'AVÈNEMENT D'UN
NOUVEAU LIBÉRALISME
MONDIAL

LE PROGRÈS PAR L'ÉCONOMIE

Javier Milei, l'avènement d'un nouveau libéralisme mondial



L'Institut pour le Progrès fondé en 2021, est un think tank indépendant, association française de type Loi 1901, sans affiliation partisane, dédié à la promotion du débat d'idées autour du progrès.

Il s'inspire des travaux de penseurs comme Condorcet et de l'héritage politique de Georges Pompidou, ancien Premier ministre puis président de la République française qui a été à l'origine de la période de modernisation et de prospérité de la France, et dont la vision d'avenir, la volonté politique et les principes économiques guident ses réflexions.

L'Institut s'inspire de la philosophie de Georges Pompidou, qui prônait un progrès équilibré combinant développement économique, innovation technologique et préservation de l'identité culturelle. Pompidou, président de 1969 à 1974, a marqué la France par sa volonté de moderniser le pays tout en restant ancré dans ses valeurs républicaines. L'Institut reprend cette ambition en organisant des événements, comme des hommages à Pompidou, pour explorer comment ses principes – modernisation industrielle, ouverture internationale et foi en la science – peuvent éclairer les défis contemporains. Cet héritage se traduit par une approche pragmatique, cherchant à concilier croissance économique, progrès social et cohésion nationale.

L'Institut place le progrès scientifique au cœur de sa mission, sous le credo « pour le progrès humain par le progrès des sciences ». Il promeut l'idée que les avancées scientifiques et technologiques sont des leviers essentiels pour améliorer la condition humaine, que ce soit dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de l'environnement. À travers des débats avec des experts, des publications comme des notes d'analyse et des rapports, l'Institut explore comment la recherche scientifique peut répondre aux enjeux globaux, tout en veillant à ce que ces avancées soient éthiques et accessibles. Cette vision s'inscrit dans une perspective humaniste, où la science est un outil au service du bien-être collectif et de l'émancipation individuelle.

L'Institut accorde une attention particulière aux nouvelles industries et technologies, comme l'économie numérique, l'intelligence artificielle, les biotechnologies ou les énergies propres. Il cherche à anticiper les transformations économiques et sociales induites par ces secteurs en organisant des rencontres avec des acteurs publics, privés et institutionnels. Ces discussions visent à encourager l'innovation pour maximiser les bénéfices sociaux. L'Institut met également l'accent sur la formation et l'éducation pour préparer les citoyens aux métiers de demain, en lien avec ces industries émergentes.

Prochaine parution de l'Institut pour le Progrès (fin septembre 2025) :

Les actes de l'événement "Pompidou : une vision d'avenir", qui s'était déroulé en avril 2024 co-organisé avec Pierre Manenti, avec les contributions notamment de Laurent Alexandre, César Armand, Nicolas Bouzou, Robin Binsard, Eric Bothorel, François Durovray, Flora Ghebali, Benjamin Haddad, Philippe Juvin, David Lisnard, Olivier Marleix, Julie Martinez, Constance Nebbula, Catherine Nay, Aurélien Pradié, Charles Rodwell, Stéphane Sautarel, Christophe Tardieu, Arnaud Teyssier, Isabelle Rauch et Stéphane Viry.



Michael Miguères,
Président de l'Institut pour le Progrès

Ancien membre de cabinet ministériel, et auteur de plusieurs livres, dont *Pompidou, le dernier qui a fait gagner la France* (Editions Ramsay, 2016) et *Pourquoi les politiques prennent de mauvaises décisions ?*, puis éditeur économique, Michael Miguères a créé l'Institut pour le Progrès en 2021, à la suite d'engagements publics afin de faire vivre l'héritage pompidolien d'une société qui permettait le progrès social grâce au progrès humain, économique, scientifique et technologique.



Alexis Sémanne,
Directeur du Comité scientifique

Alexis Sémanne est économiste et sociologue, doctorant à l'Université de Lille, spécialisé dans l'économie autrichienne et l'analyse des politiques publiques, en particulier des réglementations. Diplômé de Concordia University (Canada) et de l'Université Panthéon-Sorbonne Paris 1, il a enseigné à Sciences Po Paris, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, au CNAIM, et à NEOMA Business School. Ses recherches portent sur l'entrepreneuriat, les marchés du travail et les effets socio-économiques de l'intervention publique. Il a publié dans des revues académiques internationales telles que *The American Journal of Economics and Sociology*, *The Review of Austrian Economics* et *Journal of Libertarian Studies*.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Avant-propos - | 6 |
| Introduction | 7 |
| I - L'avènement d'un capitalisme de rupture | 8 |
| L'avènement d'un libéralisme de rupture | 9 |
| Le contexte argentin : un déclin propice à une alternative de rupture | 10 |
| Un programme de révolution libérale | 11 |
| II - Un retour libéralisme et une opposition radicale au socialisme | 13 |
| Le retour en force de l'École Autrichienne | 14 |
| Friedrich Hayek, fondement du Miléisme | 16 |
| Alberto Benegas Lynch Jr., l'architecte Intellectuel de la révolution libérale de Javier Milei | 18 |
| Un disciple de l'économiste Jesús Huerta de Soto | 20 |
| Murray Rothbard : la lecture qui a changé la vie de Milei | 25 |
| III - L'essor du "Mileisme", un libéralisme enrichi et actualisé | 28 |
| Une bibliographie libérale sur la macroéconomie et contre l'inflation | 29 |
| Le miléisme en quelques citations | 31 |
| "El Camino del Libertario" (Le Chemin du Libertarien), livre de Javier Milei | 34 |
| "Capitalisme, Socialisme et le piège Néoclassique" livre de Javier Milei | 35 |
| Milei et la confirmation de la célèbre "courbe de Laffer" | 36 |

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| IV - Des réformes radicales aux résultats spectaculaires | 39 |
| Des réformes sans concessions pour combattre l'inflation et libérer l'économie | 40 |
| Le méga-décret (DNU) de Javier Milei : la révolution libérale argentine | 41 |
| Des "efforts pour les Argentins" qui n'ont duré que 8 mois" | 44 |
| Évolution de la note de crédit souverain de l'Argentine (2022-2025) : une amélioration historique sous Milei | 45 |
| Une thérapie de choc aux résultats spectaculaires | 46 |
| V - Un souffle mondial inédit | 49 |
| Un écho mondial : Milei, le Marx libéral du XXI ^e siècle ? | 50 |
| Un phénomène mondial | 51 |
| Javier Milei : Le libéralisme de rupture à l'ère des réseaux sociaux | 52 |
| Un impact amplifié avec les réseaux sociaux | 53 |
| Un mea culpa journalistique unique et un tabou médiatique en train d'être levé | 54 |
| Deux narratifs s'affrontent sur Milei en France | 55 |
| VI - Le "mileisme", une solution aux autres économies occidentales ? | 56 |
| Le mileisme, une alternative naturelle aux politiques keynésiennes et collectivistes occidentales | 57 |

I N T R O D U C T I O N

L'exemple de Javier Milei est unique dans l'histoire des démocraties contemporaines et est un objet d'étude fascinant, tant pour comprendre les failles des démocraties occidentales récentes, que pour mieux appréhender le monde qui vient.

En premier lieu parce que **c'est l'histoire d'un homme seul**, sans aucun parti, ni soutien extérieur, qui a gagné en popularité par la désintermédiation des réseaux sociaux et ses seules idées sur l'économie, au détriment de toute une classe politique, au point d'**arriver à se faire élire Président de son pays**, quelques mois seulement après son entrée en politique. Un exploit unique dans l'histoire de toutes les démocraties.

En deuxième lieu, parce qu'**il a consacré toute sa campagne à parler d'économie**, au point d'en faire le débat central de l'élection présidentielle, ce qui constitue également un cas inédit.

En troisième lieu, alors que les sciences comportementales nous avait prouvé jusqu'à présent que les électeurs préfèrent voter pour des candidats qui proposeraient davantage de protection de la part de l'Etat, ce que Pompidou appelait les "fausses protections", **les Argentins ont été les premiers depuis des décennies dans le monde à préférer prendre le risque de voter majoritairement pour la Liberté**. Bien loin des poncifs habituels français mettant le libéralisme à 3% dans l'opinion.

Enfin, parce que cet économiste devenu président a fait ce qu'il avait promis, sans aucun compromis, et **a totalement transformé l'économie de son pays au point d'en faire en un an seulement l'économie occidentale la plus prospère au monde !**

Alors que les politiques de surendettement successifs des États mènent aujourd'hui à des insatisfactions, des impasses de politiques gouvernementales et budgétaires, il semblait pertinent de s'intéresser au modèle libéral alternatif en œuvre en Argentine qui connaît la croissance, la prospérité, la hausse des salaires réels, la chute de la pauvreté et la baisse de l'insécurité grâce à une politique basée sur la croissance et de déficit zéro. Dans un monde marqué par l'incertitude, l'accélération des mutations économiques, l'appauvrissement des économies occidentales et la montée des mécontentements qu'ils engendrent, **cette étude de 60 pages met en lumière un basculement majeur : l'avènement d'un libéralisme à la fois fois puissant et nouveau : le Mileisme**.

Pour comprendre ce qui est en train de se passer, nous avons décidé d'étudier d'abord les racines de l'idéologie de Javier Milei, pour comprendre sa vision économique, politique et son modèle de société. Héritier critique du libéralisme classique et du néolibéralisme, il propose un modèle inédit et réinterprété du libéralisme. Inspiré par les grandes figures de l'Ecole autrichienne comme Hayek, Mises, Rothbard, **Javier Milei a forgé une idéologie libérale nouvelle enrichie d'économistes** plus récents et moins connus comme Jesús Huerta de Soto, Alberto Benegas Lynch, Jr.,

Depuis dix-huit mois, Javier Milei a transformé l'Argentine en un laboratoire d'une « thérapie de choc » fondée sur le déficit zéro, la dérégulation, la privatisation, la baisse des dépenses publiques et des impôts et la défense de la liberté individuelle. Les nombreux doutes que ses propositions avaient soulevé ont été balayé par la réalité de résultats spectaculaires.

D'un phénomène local, orienté vers l'économie argentine, son idéologie est en train de devenir un phénomène mondial tant les mécanismes économiques qu'il défend sont universaux et adressent des défis auxquels sont confrontés la majorité des économies développées. Son retentissement, amplifié par les médias, les outils de traduction et les réseaux sociaux, est devenu rapidement mondial, **au point de faire de lui la figure la plus puissante du débat économique contemporain**. Accueilli comme une rock star sur plusieurs continents, Javier Milei a déjà fait la une des médias de tous les pays, et son influence naissante connaît une popularité exponentielle et inédite pour un économiste. **Depuis Karl Marx, aucune figure économique n'avait connu une popularité aussi importante et autant répandue mondialement**. Si elle venait à se confirmer, Javier Milei pourrait avoir une influence sur l'économie des autres pays inédite depuis le marxisme, mais avec des idées et des résultats inverses.

En dénonçant avec virulence les « mensonges », « erreurs », « échecs » et le « totalitarisme » des politiques keynésiennes et collectivistes, puis à travers des réformes radicales, il promeut des solutions applicables à la quasi-totalité des pays développés, confrontés à la même spirale de dépenses publiques excessives et de croissance atone.

Derrière l'effondrement politique français, le « mileisme » pourrait-il être une réponse à l'impasse budgétaire globale, ou rester une singularité argentine face aux pressions de l'UE et du FMI ?

En étudiant l'impact de ces réformes, nous avons pu observer plusieurs faits marquants particulièrement utiles au débat public français :

- Un budget à déficit zéro peut être réalisé et voté en un mois, même sans majorité.
- Compresser 10% de dépenses publiques sur le PIB n'ampute (temporairement) que de 1% la croissance.
- La maîtrise de l'inflation par une baisse drastique des dépenses publiques est effective.
- Les moments douloureux de la phase de transition (la tronçonneuse), entre la coupe sévère des dépenses publiques et le retour à la prospérité sont bien réels, mais n'ont duré que 8 mois avant d'avoir une économie saine, prospère et dont la pauvreté est en chute libre.
- Après le passage de la tronçonneuse, la popularité de Milei a été à son plus haut.

La note s'ouvre sur la première grande partie, I – L'avènement d'un capitalisme de rupture, qui revient sur le contexte argentin marqué par un déclin prolongé et propice à l'émergence d'une alternative radicale. On y analyse l'ascension de Milei, économiste médiatique devenu figure politique, ainsi que la formulation d'un véritable programme de révolution libérale.

La deuxième partie, II – Un retour au libéralisme et une opposition radicale au socialisme, met en lumière le rôle central de l'École autrichienne, avec notamment Friedrich Hayek, dont les travaux fondent une partie essentielle du "miléisme". Cette section insiste sur la critique de l'interventionnisme étatique et la défense du marché comme mécanisme spontané de coordination et de prospérité.

La troisième partie, III – L'essor du "miléisme", un libéralisme enrichi et actualisé, approfondit les sources intellectuelles et les influences de Milei. Elle présente Murray Rothbard, dont la lecture a changé sa vision du monde, Alberto Benegas Lynch Jr., architecte intellectuel de cette révolution libérale, et Jesús Huerta de Soto, dont Milei se revendique comme disciple. On y retrouve aussi une bibliographie libérale sur la macroéconomie et la lutte contre l'inflation, ainsi que des extraits significatifs des ouvrages du président argentin, tels que *El Camino del Libertario* et *Capitalisme, Socialisme et le piège Néoclassique*. Cette partie met également en évidence la confirmation empirique de certaines théories économiques, notamment la courbe de Laffer, tout en offrant des citations marquantes qui structurent la pensée miléiste.

La quatrième partie, IV – Des réformes radicales aux résultats spectaculaires, détaille les mesures phares adoptées une fois Milei au pouvoir. On y décrit sa stratégie de "thérapie de choc" et les réformes sans concessions pour combattre l'inflation et libérer l'économie, notamment à travers le méga-décret (DNU) qui a dérégulé, privatisé et ouvert le marché argentin. Les résultats sont analysés à travers l'amélioration historique de la note de crédit souverain et la transformation rapide du climat économique et sécuritaire.

La cinquième partie, V – Un souffle mondial inédit, élargit la perspective en examinant la résonance internationale du phénomène Milei. Le président argentin y est présenté comme un "Marx libéral du XXI^e siècle", un phénomène mondial amplifié par les réseaux sociaux. Le document souligne également la manière dont les médias commencent à reconsidérer leur lecture du personnage, avec des "mea culpa" journalistiques inédits et un tabou idéologique progressivement levé, tandis que deux narratifs s'affrontent sur Milei en France.

Enfin, la sixième partie, VI – Le "miléisme", une solution aux autres économies occidentales ?, ouvre le débat sur la portée globale de cette expérience. En confrontant le libéralisme de rupture aux impasses des politiques keynésiennes et collectivistes en Europe et aux États-Unis, le texte plaide pour envisager le miléisme comme une alternative crédible pour restaurer la croissance et la liberté économique dans les économies occidentales.

Pour la clarté et la transparence du débat, nous avons tenu à compiler également de nombreux discours traduits en français de Javier Milei depuis qu'il est Président, afin que chacun puisse se faire directement son opinion sans biais, dans une septième partie disponible en annexe.

Alors que l'opinion est souvent très orientée sur ce sujet, ô combien idéologique, il apparaissait pertinent pour notre Institut, qui cherche les moyens du Progrès humain, d'en savoir plus et de soumettre au public un modèle de politique économique qui démontre une capacité à retrouver de la prospérité et du progrès économique et social.

Bonne lecture !

Michael Miguères
Président de l'Institut pour le Progrès

I - L'avènement d'un capitalisme de rupture

L'avènement d'un libéralisme de rupture

L'ascension de Javier Milei à la présidence de l'Argentine n'est pas seulement un changement de gouvernement, mais un véritable bouleversement idéologique. Son approche, qualifiée de "libéralisme libertaire" ou d'anarcho-capitalisme, représente une rupture radicale avec les politiques traditionnelles, en Argentine comme ailleurs, depuis des décennies. Tant par ses discours, son style, son parcours ou ses actions réformatrices, il incarne un phénomène unique dans l'histoire politique et économique.

Depuis son élection le 10 décembre 2023, Javier Milei a suscité un vif intérêt, autant dans son pays qu'à l'international. Qualifié d'« ultra-libéral », ou encore de « populiste de droite », voire même de façon plus péjorative de "clown trumpiste" ou de "fou", Milei incarne non seulement un style caractéristique, mais plus encore une idéologie de rupture qui tranche radicalement avec les conceptions politiques sur le libéralisme et sur le capitalisme habituelles en Argentine.

L'émergence d'une solution libérale hors partis dans une Argentine en crise.

Pour comprendre l'ascension de Javier Milei, il est essentiel de replacer son émergence dans le contexte socio-économique argentin. Depuis des décennies, l'Argentine traverse des crises économiques récurrentes marquées par une inflation chronique, une dette publique écrasante et une pauvreté croissante. En 2023, l'inflation atteignait des niveaux vertigineux (proche de 25 % par mois selon certaines sources), tandis que plus de 50 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté. Ce contexte de désespoir économique a créé un terrain fertile pour un discours politique alternatif.

Javier Milei, économiste de formation et ancien chroniqueur télévisuel, s'est fait connaître par ses interventions médiatiques virulentes, souvent ponctuées de propos provocateurs. Il a su capter l'attention d'une population lassée des élites politiques traditionnelles, en particulier du péronisme, courant dominant en Argentine depuis les années 1940. Son parti, La Libertad Avanza, a surpris en remportant les élections de 2023 avec près de 30 % des voix, avant de triompher à l'élection présidentielle.

Cette victoire inattendue marque l'avènement d'une idéologie nouvelle, à la fois révolutionnaire et profondément enracinée dans des principes libéraux.

Les fondements idéologiques : un libéralisme radical

L'idéologie de Javier Milei s'inscrit dans le courant libertarien, avec des influences marquées de l'anarcho-capitalisme, du minarchisme et de l'École Autrichienne d'économie. Ces concepts, bien que souvent confondus, forment un corpus cohérent qui structure sa vision politique. Milei se revendique anarcho-capitaliste en théorie, prônant une société où l'État serait totalement absent, laissant le marché réguler tous les aspects de la vie sociale. Cependant, conscient des contraintes pratiques, il adopte une posture plus pragmatique qu'il qualifie de « minarchiste » à court terme, c'est-à-dire favorable à un État réduit à ses fonctions régaliennes (justice, sécurité, défense). Comme il l'a déclaré : « *Je suis anarcho-capitaliste à long terme et minarchiste à court terme* ». Cette distinction reflète une stratégie de transition.

Son discours repose sur trois principes fondamentaux : la vie, la liberté et la propriété.

Ces notions, inspirées des penseurs libertariens comme **Murray Rothbard** et **Ayn Rand**, placent l'individu au centre de la société, rejetant toute forme de coercition étatique.

Pour Milei, l'État est une « organisation criminelle violente » qui entrave la liberté individuelle et la création de richesses. Cette vision s'oppose frontalement à la tradition étatiste argentine, incarnée par le péronisme, qui associe l'État à la redistribution et à la justice sociale.

Milei s'inspire fortement de l'école autrichienne d'économie qui rejette l'intervention de l'État dans l'économie, considérant que le marché libre est le mécanisme le plus efficace pour allouer les ressources. Milei attribue les malheurs économiques de l'Argentine aux décennies de politiques keynésiennes et interventionnistes, qu'il qualifie de responsables de l'hyperinflation et de la stagnation économique.

Le contexte argentin : un déclin propice à une alternative de rupture

Le phénomène Javier Milei ne peut être pleinement compris sans une immersion dans le contexte socio-économique dramatique qui a servi de terreau à son ascension fulgurante en Argentine. Loin d'être un simple accident politique, son élection résulte d'un désespoir populaire face à des décennies de gestion économique désastreuse et décevante.

L'Argentine, pays pourtant riche en ressources naturelles et doté d'un potentiel économique immense, est depuis des décennies prise dans un cycle infernal d'instabilité macroéconomique. Au moment de l'élection de Javier Milei en 2023, la situation atteignait un point de non-retour, rendant le terrain propice à l'émergence d'une figure promettant une rupture totale avec le passé.

La crise inflationniste chronique a été le mal le plus dévastateur et le plus visible pour les citoyens argentins. Bien au-delà des fluctuations habituelles que connaissent certaines économies, l'Argentine a subi une inflation galopante et quasi-hyperinflationniste pendant des années, rongant le pouvoir d'achat, rendant toute planification économique impossible et érodant la confiance dans la monnaie nationale. Des taux annuels à trois chiffres étaient devenus la norme, forçant les ménages à vivre au jour le jour, convertissant leurs maigres économies en dollars dès qu'elles étaient perçues, dans une course effrénée contre la dépréciation monétaire. Cette spirale inflationniste, alimentée par une création monétaire excessive pour financer des dépenses publiques insoutenables, a détruit l'épargne de générations entières et plongé des millions d'Argentins dans l'incertitude la plus totale.

Parallèlement, la dette publique, tant interne qu'externe, a atteint des niveaux insoutenables. Les gouvernements successifs ont eu recours de manière systématique à l'emprunt pour financer des déficits budgétaires structurels, conduisant le pays de défaut en défaut. L'Argentine est devenue un cas d'étude emblématique des nations incapables de maîtriser leurs finances, accumulant les restructurations de dette et perdant la confiance des marchés internationaux.

Ce fardeau de la dette a non seulement limité drastiquement la marge de manœuvre de l'État pour investir ou soutenir son économie, mais a également imposé des contraintes extérieures (comme les accords avec le FMI) souvent perçues comme des impositions humiliantes, nourrissant un sentiment de déclassement national.

L'une des premières conséquences directes de cette instabilité économique a été l'augmentation de la pauvreté et une généralisation de la précarité. Malgré un État social hypertrophié et une multitude de programmes d'assistance, le taux de pauvreté a explosé, touchant plus de 40% de la population avant l'arrivée de Milei. L'inflation rendait les salaires obsolètes presque instantanément, et le manque d'opportunités d'emploi décent forçait une part grandissante de la population à dépendre de l'économie informelle ou de l'aide sociale, créant un cercle vicieux de dépendance et de perte de dignité. La classe moyenne argentine, autrefois importante, s'est vue laminée et ses aspirations brisées par l'imprévisibilité économique.

Ce tableau sombre, marqué par l'impuissance des élites politiques traditionnelles à inverser la tendance, a créé un vide immense dans le paysage politique. Les partis péronistes et radicaux, qui avaient dominé la scène argentine pendant des décennies, étaient perçus comme responsables de cette déroute, incapables de proposer autre chose que les mêmes recettes ayant mené à la catastrophe. C'est dans ce climat de frustration, de colère et de désespoir qu'un candidat "anti-système" comme Javier Milei, avec son discours alternatif iconoclaste et sa promesse d'une "tronçonneuse" pour réduire l'État, a trouvé un écho inattendu et massif auprès d'une population exaspérée, désireuse d'une rupture radicale, pourvue qu'elle puisse redonner de l'espoir.

Un programme de révolution libérale

L'ascension de Javier Milei à la présidence argentine n'est pas le fruit d'un programme politique traditionnel, mais plutôt la concrétisation d'une vision radicale, articulée autour de principes libéraux et libertariens non négociables. Ses propositions constituent une application rigoureuse de la pensée économique de l'École autrichienne, visant à démanteler les structures étatiques qu'il juge responsables de la ruine argentine.

L'analyse de ses mesures phares révèle une cohérence idéologique et une détermination sans faille à restaurer les mécanismes du marché et la liberté individuelle.

La première pierre angulaire de son programme économique, et sans doute la plus audacieuse, est la suppression de la Banque Centrale et l'établissement d'une "concurrence des monnaies". Pour Milei, la Banque Centrale est une institution intrinsèquement perverse et immorale, le bras armé de l'État pour spolier les citoyens par l'inflation. S'inscrivant dans la lignée de Ludwig von Mises et de Jesús Huerta de Soto, il considère l'inflation non comme un phénomène complexe à gérer, mais comme le résultat direct et délibéré de la manipulation monétaire par les gouvernements via leurs banques centrales. Selon cette perspective, le "seigneuriage" – le profit tiré par l'État de l'émission monétaire – est une forme de vol légalisé qui détruit l'épargne et redistribue la richesse de manière inique. La suppression de cette institution vise donc à éliminer la capacité de l'État à générer de l'inflation et à contraindre les dépenses publiques à s'aligner sur les recettes réelles.

L'objectif n'est pas simplement une dollarisation, mais l'instauration d'un système où les citoyens sont libres de choisir la monnaie qu'ils souhaitent utiliser pour leurs transactions et leur épargne. Qu'il s'agisse du dollar américain, de l'euro, ou même d'autres monnaies ou actifs numériques, cette "concurrence des monnaies" est censée forcer les fournisseurs de monnaie à garantir la stabilité de leur valeur, sous peine d'être rejetés par le marché. Il s'agit d'une dénationalisation complète de la monnaie, un pas de géant vers une économie où le pouvoir d'achat n'est plus à la merci des décisions politiques discrétionnaires, mais régi par les lois impersonnelles du marché et la souveraineté du consommateur.

Parallèlement à cette révolution monétaire, Javier Milei mène une "bataille culturelle" acharnée contre le "marxisme culturel" et le "wokisme". Cette dimension, souvent sous-estimée par une lecture purement économique de son programme, est pourtant fondamentale pour comprendre autant sa vision que les conditions de sa victoire.

Pour Milei, ces idéologies, issues des courants de pensée post-modernes et néo-marxistes, ont infiltré les institutions académiques, médiatiques et gouvernementales, sapant les fondements de la société libérale. Elles promeuvent, selon lui, **des concepts comme la "justice sociale" qui ne sont que des euphémismes pour justifier la redistribution forcée de la richesse par l'État, violant le droit de propriété et la liberté individuelle.**

Sa critique acerbe de la justice sociale est centrale : il la perçoit comme une "aberration", une "injustice" par nature, car elle implique nécessairement le vol des ressources des uns (via les impôts) pour les donner aux autres, selon des critères arbitraires définis par une élite étatique. Cette conception s'oppose frontalement à la vision libérale classique où **la justice réside dans le respect des droits individuels, de la propriété privée et des contrats librement consentis**, et où la seule "justice" est celle qui émerge de l'application égale des règles du droit à tous, sans distinction.

Dans cette même logique, la critique des impôts est virulente. **Les impôts ne sont pas seulement considérés comme un fardeau économique qui entrave la production et l'investissement, mais aussi comme un instrument de coercition étatique qui réduit la sphère de liberté individuelle.**

Chaque prélèvement obligatoire est une appropriation d'une partie du fruit du travail ou du capital, et pour Milei, cette spoliation ne peut se justifier que par la nécessité de financer un État réduit à ses fonctions régaliennes strictes et minimales.

Toute dépense au-delà de ce cadre est jugée superflue, inefficace et immorale, car elle procède d'une ingérence illégitime dans la vie des citoyens.

II - Un retour libéralisme et une opposition radicale au socialisme

Le retour en force de l'École Autrichienne

Née à Vienne à la fin du XIXe siècle avec des figures comme Carl Menger, cette école de pensée se distingue par une épistémologie et une méthodologie uniques, qui divergent significativement des approches néoclassiques ou keynésiennes.

Au cœur de l'approche autrichienne se trouve l'individualisme méthodologique. Les Autrichiens insistent sur le fait que **l'analyse économique doit partir des actions et des choix des individus, et non des agrégats ou des collectifs**. Comme l'a souligné Ludwig von Mises, "Seul l'individu pense. Seul l'individu raisonne. Seul l'individu agit." (Mises, *L'Action Humaine*, 1949). C'est la somme des décisions individuelles, guidées par leurs préférences subjectives, qui détermine l'ensemble des phénomènes économiques. Par exemple, la formation des prix ne doit pas être conçue comme le résultat d'une force externe ou d'un calcul central, mais comme l'émergence spontanée des évaluations subjectives de millions d'individus.

Pour les Autrichiens, **l'économie est une science a priori, ou praxéologique**, déduite logiquement de l'axiome fondamental de l'action humaine – le fait que l'homme agit pour atteindre des fins. Cette approche les distingue des sciences naturelles et des approches empiriques dominantes qui cherchent à établir des relations de causalité à travers l'observation statistique. Mises, dans *L'Action Humaine*, a systématisé cette approche, affirmant que les vérités économiques fondamentales peuvent être dérivées par la logique pure. Cela renforce la certitude de leurs conclusions sur la supériorité du marché libre, car elles ne dépendent pas de données empiriques fluctuantes.

Contrairement à la vision néoclassique d'un marché en équilibre parfait et instantané, les Autrichiens (notamment Hayek et Kirzner) voient le marché comme un processus dynamique de découverte, d'ajustement et de coordination spontanée. L'information est dispersée, fragmentée et subjectivement interprétée par chaque individu. **C'est le système des prix, résultant de l'interaction libre des agents, qui permet de coordonner les plans et de transmettre cette information de manière efficace et décentralisée.**

Friedrich Hayek, dans son essai fondamental "*L'utilisation de la connaissance dans la société*" (*The Use of Knowledge in Society*, 1945), a magistralement démontré comment le système des prix agit comme un mécanisme de communication et de signalisation, permettant une allocation des ressources que nul planificateur central ne pourrait jamais réaliser.

"*La merveille est que dans un cas comme celui de la production d'un bien de base, sans ordre central, sans personne pour dire aux gens ce qu'ils doivent faire, la bonne chose est faite.*" (Hayek, *La Route de la Servitude*, 1944).

Les Autrichiens ont été les plus ardents critiques du socialisme et de l'interventionnisme étatique.

Des figures emblématiques comme **Ludwig von Mises** ont démontré l'impossibilité du calcul économique rationnel en l'absence de propriété privée des moyens de production et de prix libres. Sans signaux de prix formés par l'échange volontaire sur un marché, une économie planifiée ne peut pas allouer efficacement les ressources, ce qui mène inévitablement à la pénurie, à la mésentente et au chaos. L'effondrement des économies planifiées du bloc soviétique est souvent cité comme une validation historique de cette thèse. Friedrich Hayek, quant à lui, a mis en garde contre la "**présomption fatale**" (*fatal conceit*) des planificateurs centraux qui croient pouvoir posséder toute l'information nécessaire pour diriger l'économie. Dans *La Route de la Servitude* (1944), il souligne que "le chemin de la servitude" est souvent pavé de bonnes intentions interventionnistes, car chaque pas vers une planification accrue érode la liberté individuelle et la spontanéité du marché, menant à une coercition grandissante. L'exemple historique du New Deal aux États-Unis, bien que moins extrême que le socialisme pur, est souvent critiqué par les Autrichiens comme un précédent d'interventionnisme étatique excessif faussant les mécanismes de marché.

Le retour en force de l'École Autrichienne

Essentielle pour Milei, **la théorie monétaire autrichienne affirme que l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, causé par l'expansion artificielle de la masse monétaire par l'État** (via la banque centrale). La création de monnaie ex nihilo ne crée pas de richesse réelle, mais dilue la valeur de la monnaie existante, fausse les signaux de prix et conduit à des cycles économiques artificiels (boom et bust) par le biais de la manipulation des taux d'intérêt. La proposition de dollarisation (bien que mise en pause par Milei en raison de contraintes politiques) et l'insistance sur la suppression de la Banque Centrale argentine sont des applications directes de cette doctrine. Historiquement, l'hyperinflation de la République de Weimar dans les années 1920 ou les crises inflationnistes récurrentes en Argentine sont des cas d'études souvent cités par les Autrichiens pour illustrer les dangers de la monnaie fiduciaire gérée par l'État.

Milei, en s'appuyant sur l'œuvre d'Israel Kirzner (notamment *Competition and Entrepreneurship*, 1973), **considère l'entrepreneur comme un agent clé de la coordination et de l'innovation. L'entrepreneur n'est pas seulement un maximiseur de profits, mais un individu doté d'une "vigilance" (alertness) particulière, lui permettant de découvrir des opportunités de profit en identifiant des déséquilibres, des inefficacités ou des besoins insatisfaits sur le marché. Il est le moteur du progrès économique**, non pas en planifiant ou en suivant des ordres, mais en réagissant aux signaux du marché, en assumant des risques et en innovant, contribuant ainsi au processus dynamique de découverte. L'exemple de la Silicon Valley, avec ses entreprises innovantes qui bouleversent les industries établies, est souvent vu par les Autrichiens comme une illustration moderne de l'entrepreneur kirznerien en action, malgré les critiques autrichiennes sur l'interventionnisme technologique de certains États.

“ L'entrepreneur est le moteur du progrès économique ”

Les principaux auteurs de l'École Autrichienne :

Carl Menger (1840-1921)

Fondateur de l'École Autrichienne. Son œuvre phare, *Principes d'économie politique* (1871), introduit la théorie de la valeur subjective et de l'utilité marginale, marquant une rupture avec les théories objectives de la valeur de l'économie classique.

Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914).

Il développa la théorie autrichienne du capital et de l'intérêt, soulignant le rôle du temps et de la préférence temporelle dans l'investissement, notamment dans *Théorie positive du capital* (1888). Il a également critiqué de manière incisive la théorie de l'exploitation de Marx dans *La Fin de la théorie marxienne du système* (1896).

Ludwig von Mises (1881-1973).

Il systématisa la praxéologie comme méthode de l'économie, notamment dans *L'Action Humaine : Traité d'économie* (1949). Il a démontré l'impossibilité du calcul économique en l'absence de marchés libres et de propriété privée, un argument crucial contre le socialisme présenté dans *Le Socialisme : une analyse économique et sociologique* (1922). Sa *Théorie de la monnaie et du crédit* (1912) est également fondamentale.

Friedrich A. Hayek (1899-1992).

Prix Nobel d'économie en 1974. Ses travaux sur le rôle de l'information dispersée et du système des prix dans la coordination économique sont fondamentaux, comme dans *L'utilisation de la connaissance dans la société* (1945). Il fut un ardent défenseur de la liberté individuelle et un critique majeur de la planification centrale, notamment dans *La Route de la Servitude* (1944) et *La Présomption Fatale : Les Erreurs du Socialisme* (1988).

Murray N. Rothbard (1926-1995).

Il synthétisa et étendit la pensée autrichienne à une théorie politique anarcho-capitaliste. Il a intégré l'économie autrichienne avec une éthique des droits naturels, comme détaillé dans *L'Homme, l'Économie et l'État* (1962) et *L'Éthique de la Liberté* (1982).

Israel M. Kirzner (né en 1930).

Il développa la théorie de l'entrepreneuriat comme processus de découverte et de "vigilance" (alertness), soulignant le rôle de l'entrepreneur dans la coordination des marchés et la détection d'opportunités de profit, notamment dans *Concurrence et Entrepreneuriat* (1973).

Friedrich Hayek, fondement du Miléisme

Dans l'une de ses oeuvres majeures, *La Présomption fatale (The Fatal Conceit)*, Friedrich Hayek livre une critique percutante du socialisme, dénonçant ses erreurs fondamentales qui compromettent la liberté, la prospérité et l'ordre social.

Selon lui, le socialisme repose sur une vision erronée de la connaissance humaine, une méfiance envers les institutions spontanées et un mépris des traditions, qu'il considère comme des piliers essentiels de la civilisation, incarnant une sagesse évolutive issue de l'expérience collective. Ces idées, ancrées dans une défense de l'ordre spontané, de la propriété privée et des incitations individuelles, se retrouvent dans les fondements de l'idéologie de Milei.

Au cœur de la critique hayékienne du socialisme se trouve précisément cette "**présomption fatale**" de connaissance.

Hayek soutient que le socialisme repose sur l'idée erronée et arrogante que les planificateurs centraux peuvent posséder et utiliser efficacement toutes les connaissances nécessaires pour organiser la société de manière rationnelle.

Il argue avec force que la connaissance est intrinsèquement dispersée, souvent tacite, et impossible à centraliser. Les socialistes, selon lui, sous-estiment gravement la complexité des interactions humaines et économiques, croyant à tort qu'une autorité centrale peut mieux coordonner les ressources qu'un ordre spontané, tel que le marché.

C'est le système des prix de marché qui, de manière spontanée et décentralisée, agrège ces informations complexes, permettant une allocation optimale des ressources, bien plus efficacement que n'importe quel bureaucrate.

Dans cette lignée, **Hayek rejette catégoriquement la logique de l'ordre construit ou planifié, préférant celle de l'ordre spontané.** Pour lui, les institutions sociales vitales, comme le marché, les lois ou la morale, émergent spontanément des actions individuelles non coordonnées. Le socialisme, selon Hayek, rejette cet ordre spontané au profit d'une planification centralisée, ignorant que ces institutions évolutives sont souvent plus efficaces et résilientes pour répondre aux besoins humains que des constructions délibérées et imposées d'en haut.

Cette critique s'étend à l'illusion de la justice sociale, un concept que Hayek considère comme vague, illusoire et inapplicable dans une société complexe. Chercher à imposer une répartition "juste" des richesses ignore les mécanismes impersonnels du marché, qui ne visent pas à distribuer selon des critères moraux arbitraires, mais à coordonner efficacement les ressources et à encourager la productivité.

En outre, le socialisme, d'après Hayek, sous-estime fondamentalement l'importance des incitations individuelles et de la propriété privée.

En supprimant ou en limitant la propriété privée, il démotive l'initiative personnelle, l'innovation et l'effort, ce qui conduit inévitablement à une inefficacité économique généralisée et à une stagnation.

Le théoricien autrichien met également en garde contre l'extension inappropriée de la morale tribale. Hayek explique que **le socialisme applique à tort des instincts moraux hérités des petites communautés primitives** (où la coopération et le partage sont directs et personnels) à des sociétés complexes et impersonnelles. Cette confusion mène à des politiques qui favorisent l'égalitarisme forcé au détriment de la liberté individuelle et de l'efficacité économique.

Il souligne par ailleurs que **le socialisme ignore le rôle crucial des prix dans la coordination économique.** Les prix, selon lui, agrègent des informations dispersées sur l'offre et la demande, permettant une allocation efficace des ressources, un mécanisme que la planification centralisée ne peut absolument pas reproduire.

Finalement, cette concentration du pouvoir économique et politique dans les mains d'une autorité centrale mène inévitablement à une érosion des libertés individuelles.

Hayek avertit que **la planification centralisée nécessite une coercition pour imposer ses objectifs, ce qui mène inexorablement vers un totalitarisme.** Hayek conclut ainsi que le socialisme, en s'opposant aux mécanismes évolutifs du marché, compromet la prospérité et la liberté, menant à des résultats contre-productifs et souvent tragiques.

Une critique de la présomption des politiciens collectivistes et étatistes à pouvoir mieux planifier que le marché, et les volontés des individus que Javier Milei reprend avec force lorsqu'il indique, à sa façon que : **"Les politiciens ne sont pas des Dieux"**.

Friedrich Hayek, fondement du Miléisme

Hayek, le père méconnu du libéral-conservatisme, une définition possible du miléisme.

Dans "*La Présomption fatale*" (*The Fatal Conceit*), Friedrich Hayek ne se contente pas de démontrer les erreurs économiques du socialisme ; il accorde une importance particulière au respect des traditions, qu'il considère comme un pilier essentiel de l'ordre social et une source de stabilité indispensable pour les sociétés complexes.

Loin de voir le libéralisme comme une société individualiste qui romprait avec le passé, l'histoire et les traditions des peuples, Hayek valorise au contraire les traditions comme des institutions évolutives porteuses d'une sagesse collective, rejetées à tort par le socialisme au profit d'une centralisation et d'une planification impossiblement efficace.

Pour Hayek, elles ne sont pas de simples reliques du passé, mais le fruit précieux d'un processus d'évolution culturelle :

Les traditions représentent des règles, des normes et des pratiques qui ont émergé spontanément, non pas par une conception consciente ou une décision rationnelle délibérée, mais par un tri sélectif millénaire.

Les sociétés qui ont adopté et préservé des traditions favorisant la coopération, la prospérité et la survie ont, au fil du temps, prospéré. Ignorer ou rejeter ces traditions, comme le fait trop souvent le socialisme, revient donc à mépriser une sagesse accumulée sur des générations entières. Hayek reproche précisément au socialisme de vouloir remplacer cette sagesse implicite des traditions par des constructions purement rationnelles. Les socialistes, selon son analyse, considèrent souvent les traditions comme des obstacles irrationnels au progrès ou des freins à l'égalité, alors qu'elles contiennent en réalité des connaissances implicites profondes sur ce qui fonctionne réellement dans une société.

Des institutions fondamentales telles que la propriété privée ou la famille, souvent critiquées ou menacées par les idéologies socialistes, sont, pour Hayek, des traditions qui ont démontré leur efficacité pour coordonner les actions humaines et favoriser la prospérité collective.

En rejetant ces traditions au profit de plans centralisés et d'une ingénierie sociale démesurée, le socialisme s'engage dans une voie vouée à l'échec. Les traditions, par leur nature évolutive et leur enracinement profond, ne peuvent être facilement remplacées par des règles imposées par une autorité centrale. Elles reposent sur des équilibres complexes et souvent incompris des planificateurs. Tenter de les abolir peut déstabiliser gravement la société, engendrant des conséquences imprévues et souvent désastreuses. Hayek prône ainsi une attitude d'humilité face aux traditions. Il ne s'agit pas de les accepter aveuglément, mais de reconnaître qu'elles incarnent souvent des solutions éprouvées à des problèmes sociaux complexes. Même si elles peuvent paraître irrationnelles à première vue, elles méritent d'être respectées et examinées avec la plus grande prudence avant d'être modifiées.

Contrairement à l'idée reçue que les traditions seraient oppressives, Hayek soutient qu'elles sont souvent les garantes de la liberté individuelle. Les traditions juridiques, par exemple, comme l'État de droit ou la reconnaissance des droits de propriété, protègent directement les individus contre l'arbitraire du pouvoir centralisé – un pouvoir que le socialisme tend précisément à renforcer de manière alarmante.

L'extension inappropriée de la morale tribale appliquée par les socialistes mène inévitablement à des politiques qui favorisent l'égalitarisme forcé au détriment de la liberté individuelle et de l'efficacité économique

Les socialistes appliquent à tort des instincts moraux hérités des petites communautés primitives, où la coopération et le partage sont directs et fondés sur des liens personnels, à des sociétés complexes et impersonnelles.

De même, la justice sociale découle de cette méprise des traditions et de l'ordre spontané, elle ne peut être qu'un concept vague et inapplicable dans une société complexe. Chercher à imposer une répartition "juste" des richesses ignore les mécanismes impersonnels du marché, qui ne visent pas à distribuer selon des critères moraux ou sentimentaux, mais à coordonner efficacement les ressources pour la prospérité générale.

Alberto Benegas Lynch Jr., l'architecte Intellectuel de la révolution libérale de Javier Milei

« Le libéralisme est le respect sans restriction du projet de vie de son prochain, basé sur le principe de non-agression et dans la défense du droit à la vie, à la liberté et à la propriété . »

Alberto Benegas Lynch Jr.

Les politiques économiques de Javier Milei ne sont pas le fruit d'une improvisation populiste, mais s'ancrent fermement dans des courants de pensée économique et philosophique qui, ont été pendant des décennies marginalisés dans le discours politique et académique courant, Alberto Benegas Lynch Jr est un parfait exemple de ces penseurs libéraux méconnus que Milei a découvert, admiré, et suivi les principes pour concevoir sa propre idéologie économique et politique.

Selon une enquête du journal argentin La Nación (2023), Benegas Lynch Jr. est perçu comme « l'âme intellectuelle » du mouvement libertarien argentin, et son influence est comparée à celle de Milton Friedman sur le libéralisme aux États-Unis. Arrière-petit-fils de gouverneur, petit-fils et fils d'hommes d'affaires, Alberto Benegas Lynch Jr, propage depuis 60 ans les idées libérales sans avoir jamais pu imaginer que ses idées parviendrait jusqu' à la présidence de son pays. En 2024, pour célébrer le premier anniversaire de la victoire de Javier Milei, et de son parti "La liberté avance", il fut le seul intervenant invité à s'exprimer, hors le Président Javier Milei.



Alberto Benegas Lynch Jr, remet à Javier Milei un doctorat honorifique de l'ESEADE. C'est en 2022 que le Président a rejoint le programme en tant que professeur au Diplôme d'économie autrichienne, en Microfinance et au Master en économie et sciences politiques.

Alberto Benegas Lynch Jr., l'architecte Intellectuel de la révolution libérale de Javier Milei

Alberto Benegas Lynch Jr. est un intellectuel discret, économiste, philosophe et fervent défenseur du libéralisme classique.

Considéré comme le mentor idéologique de Milei, souvent qualifié de procer (figure héroïque) par ce dernier, Benegas Lynch Jr. a façonné les fondements philosophiques et économiques du projet de Milei. Il est sans aucun doute à l'origine de nombreuses idées iconoclastes de Milei tant il est abondamment cité dans ses discours et ses écrits.

Un parcours dédié à la Liberté

Né en 1939 dans une famille d'intellectuels argentins imprégnée de la tradition libérale, Alberto Benegas Lynch Jr. est titulaire de deux doctorats, en économie et en administration des affaires. Membre de l'Académie Nationale des Sciences Économiques de Buenos Aires, il est également professeur émérite et auteur prolifique, avec des ouvrages comme *Fundamentos de Análisis Económico* et *Hacia el Autogobierno*. Fondateur en 1978 de l'Escuela Superior de Economía y Administración de Empresas (ESEADE), une institution dédiée à la promotion des idées libérales, il a formé des générations d'économistes et d'intellectuels, dont Javier Milei, qui fut son étudiant et disciple.

Son engagement envers le libéralisme classique s'inspire de penseurs comme Ludwig von Mises, Friedrich Hayek, Murray Rothbard, et Ayn Rand, mais aussi de figures historiques comme John Locke et Adam Smith. Il a également été influencé par son père, Alberto Benegas Lynch Sr., un autre champion du libéralisme argentin. Cette lignée intellectuelle fait de lui une figure centrale du mouvement libertarien en Amérique latine.

L'on retrouve notamment parmi ses grands principes :

- **La liberté individuelle comme fondement éthique et pratique,**
- **Une critique radicale de l'État interventionniste,**
- **L'École autrichienne comme cadre idéologique,**
- **Le capitalisme du libre marché est le moteur de la prospérité**
- **L'importance accordée à la bataille culturelle.**

La liberté individuelle comme fondement éthique et pratique

Pour Benegas Lynch Jr., la liberté individuelle est la condition sine qua non d'une société prospère et morale. Chaque individu doit être libre de poursuivre ses objectifs, dans le respect du principe de non-agression, qui garantit la vie, la liberté, et la propriété privée. « *Le libéralisme est le respect irrévocable du projet de vie d'autrui, basé sur le principe de non-agression et la défense des droits à la vie, à la liberté et à la propriété privée.* ».

Cette vision s'oppose frontalement à toute forme de coercition, d'un totalitarisme et d'un collectivisme socialiste..

Une critique radicale de l'État interventionniste

Benegas Lynch Jr. considère l'État comme une menace systématique à la liberté et à la prospérité. Il dénonce l'expansion de la bureaucratie, les réglementations excessives, et les dépenses publiques comme des entraves à l'initiative individuelle et à l'innovation.

« *L'État n'est pas la solution, l'État est le problème. Chaque intervention étatique réduit l'espace de liberté et crée des inefficacités qui appauvrissent la société.* » (Conférence à ESEADE, 2015). Cette idée se reflète dans les politiques de Milei, notamment sa volonté de réduire drastiquement la taille de l'État argentin, comme en témoigne son plan de suppression de ministères et de privatisations massives.

L'École autrichienne comme cadre idéologique

Disciple de l'École autrichienne d'économie, Benegas Lynch Jr. adhère à l'individualisme méthodologique, selon lequel les phénomènes économiques naissent des actions individuelles coordonnées par le marché. Il rejette les modèles keynésiens et les interventions monétaires, accusant la création monétaire par les banques centrales d'être la cause principale de l'inflation, un fléau chronique en Argentine.

« **L'inflation est un vol organisé par l'État à travers la manipulation monétaire. Seule une économie basée sur des monnaies saines, comme le libre choix monétaire, peut garantir la stabilité.** »

(El Liberalismo en la Práctica, 2010).

Un disciple de l'économiste Jesús Huerta de Soto

Jesús Huerta de Soto Ballester, né le 23 décembre 1956 à Madrid, est un économiste, juriste et philosophe politique espagnol, figure majeure de l'École autrichienne d'économie et défenseur de l'anarcho-capitalisme. Il est professeur d'économie politique à l'Université Rey Juan Carlos de Madrid depuis 2000, où il dirige depuis 2007 un master en économie de l'École autrichienne, unique programme accrédité dans l'Union européenne. Il a obtenu des doctorats en droit (1984) et en sciences économiques (1992) à l'Université Complutense de Madrid, ainsi qu'un MBA en sciences actuarielles à Stanford (1985), financé par une bourse de la Banco de España.

Huerta de Soto est connu pour ses contributions à la théorie économique autrichienne, combinant les approches théorique (Ludwig von Mises), historique-évolutive (Friedrich Hayek) et éthique (Murray Rothbard). Il prône une libéralisation économique totale, le retour à l'étalon-or et un système bancaire avec une réserve intégrale (100 %). Il a également redécouvert les racines hispaniques du libéralisme, notamment via l'École de Salamanque, qu'il considère comme un précurseur de l'École autrichienne.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages, traduits en 21 langues, dont *Socialisme, calcul économique et fonction entrepreneuriale* (1992) et *Monnaie, crédit bancaire et cycles économiques* (1998). Il a fondé et dirige la revue *Procesos de Mercado* depuis 2004, qui promeut les idées autrichiennes.

Sur le plan entrepreneurial, il préside España S.A., une compagnie d'assurance-vie fondée par son grand-père en 1928. Il est membre du Ludwig von Mises Institute, a été vice-président de la Mont Pèlerin Society (2000-2004) et collabore avec l'Instituto Juan de Mariana. En 2011, il a rejoint le Parti libertarien espagnol.

Les idées phares de Jesús Huerta de Soto, économiste de l'École autrichienne et anarcho-capitaliste, tournent autour de **la liberté individuelle, du marché libre et d'une critique radicale de l'interventionnisme étatique.**

Voici ses contributions principales, résumées de manière concise :

Théorie du cycle économique autrichien (ABCT).

Dans *Monnaie, crédit bancaire et cycles économiques* (1998), Huerta de Soto explique que **les cycles économiques (booms et récessions) sont causés par la manipulation des taux d'intérêt par les banques centrales et le système bancaire à réserves fractionnaires. L'expansion artificielle du crédit entraîne des investissements erronés (malinvestments), provoquant des crises inévitables.** Il prône un système bancaire avec une réserve intégrale (100 %) et un retour à l'étalon-or pour stabiliser l'économie.

Critique du socialisme et calcul économique.

Dans *Socialisme, calcul économique et fonction entrepreneuriale* (1992), il développe l'argument de Ludwig von Mises selon lequel le socialisme est voué à l'échec, car **l'absence de prix de marché empêche un calcul économique rationnel. Il met l'accent sur l'entrepreneuriat comme moteur de la coordination sociale via le marché.**

Défense de l'anarcho-capitalisme.

Influencé par Murray Rothbard, Huerta de Soto soutient que l'État est inutile et nuisible. Il propose une société basée sur la propriété privée, des contrats volontaires et des institutions spontanées, sans intervention étatique, y compris dans des domaines comme la justice ou la sécurité.

École de Salamanque et racines du libéralisme.

Il a redécouvert les contributions des penseurs de l'École de Salamanque (XVI^e siècle), qu'il considère comme les précurseurs de l'École autrichienne. Ces théologiens espagnols ont développé des concepts comme **la théorie subjective de la valeur, la propriété privée et la liberté de marché.**

Ordre spontané et méthodologie autrichienne.

Suivant Friedrich Hayek, il défend l'idée que **l'ordre social et économique émerge spontanément des actions individuelles coordonnées par le marché,** sans planification centrale. Il adopte la méthodologie praxéologique de Mises, qui analyse l'économie à partir de l'action humaine et non de modèles mathématiques.

Critique du système bancaire actuel.

Il dénonce le système de réserves fractionnaires, où les banques prêtent plus d'argent qu'elles n'en détiennent, ce qui crée de l'inflation et des instabilités. Il propose un système où chaque prêt est couvert par des dépôts réels, éliminant le risque systémique.

Un disciple de l'économiste Jesús Huerta de Soto



Le président argentin Javier Milei a profité de sa venue à Nice, à l'occasion de la Conférence des Nations unies sur l'océan, pour rencontrer brièvement son homologue français Emmanuel Macron.

Lors de cet échange informel en marge du sommet, Milei a offert au président français plusieurs ouvrages de l'économiste espagnol Jesús Huerta de Soto, figure de proue de l'école autrichienne d'économie, que le chef de l'État argentin a récemment décoré et cite comme son « maître à penser ».

Ce geste, hautement symbolique, illustre la volonté du président argentin de diffuser sa vision libérale bien au-delà de l'Amérique latine. Selon le quotidien argentin *Clarín*, les livres remis portaient sur les fondements théoriques d'un capitalisme sans entraves, notamment *Money, Bank Credit, and Economic Cycles*, ouvrage majeur de Huerta de Soto, qui critique vivement le système bancaire à réserves fractionnaires et prône un retour à une monnaie pleinement adossée à l'épargne.

La scène, captée par les caméras, montre un Milei visiblement enthousiaste remettre les livres à un Emmanuel Macron souriant, mais réservé. Si le geste a pu sembler anecdotique, il s'inscrit dans une stratégie assumée du président argentin, qui entend promouvoir, y compris sur la scène diplomatique, les idées d'une économie affranchie de la tutelle étatique.

Au-delà de cette séquence, la rencontre a permis aux deux chefs d'État d'échanger sur des dossiers de fond, dont les discussions autour de l'accord UE-Mercosur, la coopération énergétique et les investissements dans les ressources critiques.

Mais c'est bien ce geste inédit, celui d'un Président convaincu que le monde doit adopter les idées de Liberté, et qui essaie de convertir par le dialogue, l'amitié, et les échanges, les autres dirigeants à la Liberté, qui aura marqué les esprits. Il rappelle que Javier Milei, en plus d'un dirigeant en rupture, reste un économiste et intellectuel pleinement engagé dans la bataille culturelle.

Un disciple de l'économiste Jesús Huerta de Soto

A l'occasion d'une décoration de la remise de l'Ordre de Mai au Dr Jesús Huerta de Soto en avril 2025, le président Javier Milei a prononcé un discours en hommage aux idées de l'un de ses mentors idéologiques, et à travers lui, mis en exergue les idées auxquelles il croit.

1. La "théorie de l'efficacité dynamique"

La **théorie de l'efficacité dynamique, développée par Huerta de Soto**, qui, contrairement à l'optimum de Pareto, qui privilégie une allocation statique des ressources où aucun gain n'est possible sans nuire à autrui, **cette approche valorise la créativité entrepreneuriale et la coordination spontanée du marché. Ces dynamiques permettent d'élargir constamment la frontière des possibilités de production grâce à l'innovation.**

La théorie de l'efficacité dynamique définit **la performance d'un système économique non pas par sa capacité à optimiser l'allocation des ressources à un instant donné, mais par sa faculté à stimuler en permanence l'innovation et la découverte.** Contrairement à l'efficacité statique, centrée sur l'équilibre et la répartition immédiate, l'efficacité dynamique repose sur la liberté entrepreneuriale, la prise de risque et l'exploration constante de nouvelles possibilités. Cette vision est indissociable du respect des droits de propriété et de la liberté contractuelle, car ces garanties créent le cadre nécessaire pour repousser continuellement la frontière des possibilités de production et assurer une prospérité durable.

« Un système économique est d'autant plus efficace qu'il favorise la créativité et la coordination entrepreneuriales, repoussant ainsi continuellement la frontière des possibilités de production. »

« L'efficacité dynamique consiste à maximiser l'innovation, la découverte et la destruction créatrice, conditions d'une prospérité durable.

2. Rôle central de l'entrepreneur

L'entrepreneur est au cœur du système économique : il découvre, coordonne et innove. Pour que la société bénéficie pleinement de son action, il faut garantir la propriété des fruits de ses découvertes. Toute entrave réglementaire qui limite cette appropriation freine l'innovation et la croissance.

« L'entrepreneur est l'agent qui découvre, coordonne et innove. »

« Un système doit inciter à la prise de risque et à l'innovation en garantissant l'appropriation privée des fruits de la découverte. »

3. Le marché, meilleure école du Capital humain

Le capital humain désigne l'ensemble des compétences, connaissances et talents accumulés par les individus au fil du temps. Dans la perspective de Huerta de Soto, il se développe avant tout dans un environnement libre, à travers l'apprentissage, l'expérience et l'expérimentation entrepreneuriale. Le marché rémunère efficacement le capital humain lorsque les droits de propriété intellectuelle et les libertés individuelles sont respectés, car ces conditions permettent aux individus de bénéficier pleinement des fruits de leur effort. Les politiques publiques centralisées, en revanche, sont inefficaces pour « créer » du capital humain : elles ne peuvent ni anticiper les besoins futurs, ni stimuler l'innovation de façon ciblée, et tendent au contraire à réduire l'incitation à expérimenter.

« Le capital humain, fruit de l'expérience et de l'apprentissage dans un environnement libre, est la principale source de progrès. »

« Les tentatives étatiques de planifier le développement du capital humain échouent inévitablement, car elles détruisent l'incitation et la liberté d'expérimenter. »

Un disciple de l'économiste Jesús Huerta de Soto

4. L'importance des rendements croissants

Les rendements croissants constituent un mécanisme central de la prospérité économique. Ils apparaissent lorsque chaque nouvelle unité de capital, de travail ou d'effort produit plus que la précédente grâce aux effets cumulatifs de l'innovation, de l'apprentissage et de la coordination entre acteurs. Dans un marché libre, ces rendements sont favorisés par l'accumulation de connaissances, la diffusion rapide des découvertes et l'incitation permanente à améliorer les procédés. L'intervention publique, en imposant des contraintes réglementaires et en réduisant les incitations à innover, tend à briser cette dynamique, limitant ainsi le potentiel de croissance à long terme.

« La prospérité durable dépend des rendements croissants générés par l'innovation, l'accumulation de connaissances et la coordination entrepreneuriale. »

« Toute intervention qui freine la découverte et la diffusion d'informations réduit les rendements croissants et donc le potentiel de croissance. »

5. Primauté de l'ordre spontané et de la propriété privée contre les « défaillances du marché »

Pour lui, la société doit reposer sur la coordination volontaire des individus, sans contrainte étatique. Les droits de propriété privée sont antérieurs et supérieurs aux lois, enracinés dans la nature humaine et consacrés par le droit coutumier. Justice et efficacité ne peuvent être séparées.

« Les droits de propriété privée précèdent et sont supérieurs à toute décision politique, car ils font partie de la nature humaine et sont découverts par l'évolution du droit coutumier. »

« Ce qui est juste ne peut pas être inefficace, et ce qui est efficace doit toujours être juste. »

6. L'anarcho-capitalisme : un monde sans État

Dans la vision de Jesús Huerta de Soto, l'anarcho-capitalisme représente l'aboutissement logique de la pensée libérale : un ordre social entièrement fondé sur la propriété privée, les contrats libres et la coopération volontaire, sans aucune intervention d'un appareil d'État. Dans un tel système, les fonctions traditionnellement attribuées à l'État — sécurité, justice, infrastructures, éducation, santé — seraient assurées par un réseau d'entreprises et d'associations privées en concurrence, garantissant ainsi plus d'efficacité, de diversité et de responsabilité. L'État, qui repose sur la coercition et étouffe la créativité, est jugé inefficace, inutile et nuisible pour l'économie pour quatre raisons principales :

- L'impossibilité de centraliser l'information dispersée parmi les individus.
- Le caractère implicite et non transférable de nombreuses connaissances économiques.
- L'évolution constante de l'information, rendant la planification centralisée obsolète.
- La coercition étatique, qui bloque les incitations à innover.

Huerta de Soto va plus loin, qualifiant l'État d'« idole » immorale qui infantilise les citoyens et viole les droits de propriété. Ce qu'il appelle l'« étatolâtrie », est selon lui, est la principale menace à la liberté et à la responsabilité individuelle.

« Le capitalisme de libre entreprise, dans sa forme pure d'anarcho-capitalisme, est le seul système à la fois juste et efficace. »

« Les fonctions aujourd'hui accaparées par l'État pourraient être assurées par le marché et l'initiative privée de manière plus efficace et plus morale. »

Un disciple de l'économiste Jesús Huerta de Soto

« Le marché libre est le seul mécanisme capable d'allouer efficacement les ressources rares. »

« Toute tentative de contrôler les prix ou les salaires par l'État conduit à des distorsions économiques et à une perte de liberté. »

« Rien n'est plus nuisible à la civilisation, au progrès, au développement et, surtout, à l'amélioration de la condition des plus défavorisés, que de persécuter les capitalistes et d'exproprier leur capital. »

« L'étatisme empêche et complique la production de biens et de services et constitue un frein au développement économique. »

« Les impôts sont inefficaces et immoraux, mais il n'a pas de sens de risquer une sanction pour ne pas les payer. Payez tous vos impôts, mais soyez conscients que vous êtes esclaves. »

« La seule façon de sortir de la pauvreté est avec plus de liberté. »

« Toutes les tragédies de l'humanité au cours des cent dernières années, qui ne sont pas dues à des causes naturelles, ont leur origine directe ou indirecte dans le désir, souvent bien intentionné, de mettre en œuvre l'utopie socialiste. »

« Les mesures supposées protéger les plus démunis ont systématiquement l'effet de nuire précisément à ceux qu'elles prétendent aider. »

« Le socialisme est une erreur intellectuelle et théoriquement impossible car il empêche le calcul économique rationnel en l'absence de prix de marché, rendant la coordination sociale inefficace. »

« La liberté individuelle est la condition essentielle pour que la coordination sociale émerge spontanément à travers l'action humaine. »

« L'État, en intervenant dans l'économie, perturbe l'ordre spontané et crée des inefficacités systémiques. »

« La propriété privée est le fondement de toute société libre et prospère. »

« L'entrepreneuriat est le moteur de la prospérité, et seul un marché libre permet son plein épanouissement. »

« Les crises économiques sont presque toujours le résultat de politiques monétaires interventionnistes. »

« La coercition étatique, même bien intentionnée, détruit la capacité des individus à coordonner leurs plans de manière efficace. »

« Nous sommes des êtres humains créatifs, et donc, plus nous sommes nombreux, des milliards, dans un environnement de liberté d'entreprise et de respect de la propriété privée, plus il y a d'expansion de la civilisation et de la richesse dans le monde. »

Sources :

The Austrian School: Market Order and Entrepreneurial Creativity, Jesús Huerta de Soto, 2008.

The Theory of Dynamic Efficiency, Jesús Huerta de Soto, 2009.

Conférence à l'Université Complutense de Madrid, 2015, Jesús Huerta de Soto,

Socialisme, calcul économique et fonction entrepreneuriale, Jesús Huerta de Soto,

Murray Rothbard : La lecture qui a changé la vie de Milei

Pour Javier Milei, l'économie n'est pas qu'une science abstraite. Elle est une révélation. Et cette révélation porte le nom de Murray Rothbard, économiste et philosophe politique américain dont les idées ont bouleversé sa vision du capitalisme et de l'État.

Il est rare qu'un seul livre change radicalement la trajectoire intellectuelle d'un homme. Pour Milei, ce fut le cas avec Murray Rothbard. Jusqu'alors formé aux doctrines classiques, l'économiste et homme politique argentin se heurtait à ce paradoxe : la croissance spectaculaire et la réduction massive de la pauvreté observées au cours des derniers siècles semblaient contredire les préceptes économiques enseignés. La lecture de Rothbard a fourni la clé de ce mystère et jeté les bases de sa pensée libérale et libertarienne.

Murray Newton Rothbard (1926–1995) reste l'une des figures les plus marquantes de l'école autrichienne d'économie. Historien, philosophe politique et théoricien du marché libre, il a consacré sa vie à démontrer que la liberté économique et la propriété privée sont les moteurs indispensables de la prospérité humaine. Formé à Columbia et à la New York University, il a construit une approche rigoureuse, praxéologique, centrée sur la logique interne de l'action humaine.

Son traité majeur, *Man, Economy, and State* (1962), synthétise les principes du marché libre et les mécanismes économiques qui le régissent. *Power and Market* (1970) complète cette analyse en explorant les effets délétères de l'intervention étatique. Enfin, *L'Éthique de la liberté* (1982) pose les fondements moraux du libertarianisme moderne, articulant droits individuels et liberté économique. Rothbard a durablement influencé la réflexion sur la fiscalité, la monnaie et la légitimité de l'État, dépassant le cadre strictement académique.

Pour Milei, la rencontre avec Rothbard fut plus qu'une lecture : une véritable conversion intellectuelle :

"Lorsque j'ai découvert pour la première fois l'ouvrage monumental de Murray Newton Rothbard, "Monopoly and Competition", qui fait partie de l'un des livres qui, avec Human Action de Mises, a eu le plus grand impact sur ma vie : Man, the Economy and the State (L'homme, l'économie et l'État). J'étais tourmenté par la contradiction entre les preuves empiriques de la croissance économique et de la chute brutale de la pauvreté dans le monde au cours des 250 dernières années, et ce que la théorie économique considère comme mauvais pour le bien-être de la population : l'existence de rendements croissants qui impliquent des structures de marché concentrées (à la limite, des monopoles) et sont considérés comme inefficaces et nuisibles pour la population, alors qu'en réalité, ils apportent des gains énormes à la qualité de la vie humaine. Il m'a fallu environ trois heures et demie pour comprendre, après avoir terminé l'essai de 140 pages de Rothbard, que tout ce que j'avais étudié et enseigné pendant plus de vingt ans sur les structures de marché était erroné. En fin de compte, j'ai fini par adhérer aux idées de l'école autrichienne d'économie, ce qui a révolutionné ma façon de penser.

En essayant de jeter un pont solide vers la théorie économique néoclassique, j'ai le sentiment d'avoir trouvé une lueur de réponse, qui est encore en cours d'élaboration, mais que je présente ici sous la forme d'une série de résultats préliminaires. Il ne s'agit pas seulement d'un défi très intéressant du point de vue de la théorie économique, mais en même temps et sans l'imaginer, il a des conséquences choquantes pour la conception de la politique économique."

Jarvier Milei dans *Capitalismo, socialismo y la trampa neoclásica*, 2024

Murray Rothbard : La lecture qui a changé la vie de Milei

Dans un monde où la régulation économique se multiplie et où les décideurs cherchent des repères, Murray Rothbard offre une vision intransigeante du marché libre. Ses écrits, à la fois philosophiques et analytiques, défendent un capitalisme intégral où la liberté individuelle et l'efficacité économique convergent.

Introduction :

Rothbard ne se limite pas à critiquer l'État : il en questionne les fondements mêmes. Selon lui, toute coercition – qu'elle se manifeste par l'impôt ou la régulation – entrave la liberté et freine la prospérité. Son anarcho-capitalisme esquisse un ordre alternatif, où la propriété privée et les échanges volontaires supplantent les prérogatives de l'État, et où la responsabilité individuelle constitue le socle de la vie économique.

1. L'action humaine et le principe de liberté intégrale

Au cœur de la pensée de Rothbard se trouve l'idée d'auto-propriété et d'échanges purement volontaires. Toute contrainte institutionnelle constitue, selon lui, une violation fondamentale de ce principe :

« Seul l'État obtient ses revenus par la coercition... Cette coercition est appelée 'impôt'... L'impôt est un vol, purement et simplement... C'est une saisie obligatoire des biens des habitants de l'État. »

Dans *L'Éthique de la liberté* (1982), il assimile ainsi l'impôt à une expropriation. L'État n'y apparaît pas comme un arbitre impartial, mais comme un prédateur institutionnalisé, dont l'existence même est une menace pour l'autonomie individuelle.

2. L'État, obstacle à la prospérité capitaliste

Loin d'être un simple régulateur neutre, l'État est pour Rothbard l'ennemi historique de la liberté et du progrès :

« L'État est, et a toujours été, le grand ennemi de l'humanité, de sa liberté, de son bonheur et de son progrès. »

Cette hostilité repose autant sur la conviction économique que sur l'idéologie : l'État prospère en confisquant le capital privé. Résultat : il fausse les signaux du marché, décourage l'investissement et détruit l'élan entrepreneurial, s'avérant « profondément et intrinsèquement anti-capitaliste ».

3. Capitalisme et anarchisme : une équation assumée

Pour Rothbard, le capitalisme authentique ne se limite pas à une mesure partielle :

« Le capitalisme est l'expression la plus complète de l'anarchisme, et l'anarchisme est l'expression la plus complète du capitalisme. »

L'anarcho-capitalisme qu'il défend repose sur un ordre social où les contrats privés et la propriété remplacent les prérogatives coercitives de l'État. Cette vision radicale interroge le rôle même des institutions publiques dans la coordination économique.

4. Liberté, moralité et responsabilité individuelle

Rothbard associe la valeur morale d'un acte à la liberté de celui qui l'accomplit :

« Il ne peut y avoir de véritable choix moral que si ce choix est fait en liberté. »

De cette logique découle une idée centrale : l'autonomie économique – le droit de disposer de soi et des fruits de son travail – est le fondement de toute société juste. Restreindre cette autonomie, c'est fragiliser la responsabilité et l'éthique individuelles.

5. Marché libre et éradication de la pauvreté

Sans promettre l'égalité matérielle, Rothbard estime que le marché libre maximise la prospérité collective. Contrairement à la sphère politique, la croissance économique profite à l'ensemble de la société :

« Sur le marché libre, il est heureux de constater que la maximisation de la richesse d'une personne ou d'un groupe bénéficie à tous... »

Autrement dit, l'accumulation de capital et l'innovation – moteurs naturels du capitalisme – tendent à élever le niveau de vie général et à réduire la pauvreté.

6. L'entrepreneuriat au cœur de la concurrence

La concurrence, pour Rothbard, repose sur l'action des entrepreneurs qui anticipent les besoins des consommateurs, innover et prennent des risques. Ce processus favorise l'efficacité et la création de richesse, contribuant à réduire la pauvreté en augmentant la productivité et en abaissant les coûts. Il note :

« L'entrepreneur, en rivalisant pour satisfaire les consommateurs, est la force motrice de la prospérité économique. »

7. Propriété privée et non-agression

Le principe de non-agression, fondement du libéralisme de Rothbard, implique que personne ne peut légitimement restreindre l'accès au marché par la force. Il écrit :

« Toute restriction de la concurrence par la coercition est une violation du droit naturel de l'individu à disposer de sa propriété. »

Murray Rothbard : La lecture qui a changé la vie de Milei

Le chapitre intitulé « Monopoly and Competition » de Murray N. Rothbard est une analyse fondamentale de la concurrence et du monopole dans le cadre de l'école autrichienne d'économie. Rothbard y démystifie les notions traditionnelles de monopole et de concurrence, critiquant les définitions mainstream et propose une vision du marché libre comme moteur de prospérité et de liberté.

- **Redéfinition du monopole : une critique des notions traditionnelles**

Rothbard rejette la conception courante du monopole, souvent définie dans l'économie mainstream comme une situation où un seul producteur domine un marché ou où la courbe de demande est décroissante. Il argue que cette définition est vague et trompeuse, car elle peut s'appliquer à presque n'importe quelle entreprise si l'on définit un produit de manière suffisamment étroite. Il écrit :

« Si un bien est défini de manière assez étroite, chaque producteur est un 'monopole' de son propre produit, mais cela ne signifie rien économiquement. »

- **Le monopole comme privilège étatique**

Rothbard redéfinit le monopole comme une situation où un producteur bénéficie d'un privilège accordé par l'État, tel qu'une licence exclusive ou une barrière légale à l'entrée, empêchant la concurrence. Il soutient que les monopoles « naturels » (non étatiques) sont rares et temporaires dans un marché libre, car la concurrence potentielle limite le pouvoir de tout acteur. Il précise :

« Le seul monopole significatif est celui créé par l'intervention de l'État, qui accorde des privilèges spéciaux et restreint la liberté d'entrée. ».

« Les monopoles les plus nuisibles sont ceux imposés par l'État, qui utilise la coercition pour limiter la concurrence et fausser le marché. ».

« Les lois antitrust, prétendant protéger la concurrence, créent souvent des monopoles en restreignant la liberté des entrepreneurs. »

Cette redéfinition met l'accent sur la liberté d'entrée comme critère clé d'un marché libre, et non sur le nombre de producteurs.

- **Critique de la théorie du prix de monopole**

Rothbard conteste la théorie classique du prix de monopole, développée par des économistes comme Menger, Fetter et Mises, qui suggère qu'un monopoliste peut restreindre la production pour augmenter les prix lorsque la demande est inélastique. Il argue que cette restriction est impossible à distinguer d'un comportement entrepreneurial normal, car tout producteur ajuste sa production pour maximiser son profit. Il écrit : *« Il n'existe pas de distinction objective entre un prix de 'monopole' et un prix 'compétitif' ; tout producteur fixe son prix en fonction de la demande. ».*

Cette critique souligne que la notion de prix de monopole est souvent utilisée pour justifier des interventions étatiques inutiles.

- **La concurrence comme processus dynamique**

Pour Rothbard, la concurrence est un processus entrepreneurial, et non un état statique de « concurrence parfaite » tel que décrit par l'économie néoclassique. Il s'appuie sur les idées de Mises et Hayek, notamment sur la vision de la concurrence comme un processus de découverte. Il déclare :

« La concurrence n'est pas un état statique de nombreuses entreprises vendant des produits identiques, mais un processus dynamique de rivalité et d'innovation. ».

III – L'essor du "Mileisme", un libéralisme enrichi et actualisé

Une bibliographie libérale sur la macroéconomie et contre l'inflation

En analysant les interviews, discours et débats de Javier Milei, l'on peut distinguer plusieurs concepts économiques clés qui définissent sa doctrine idéologique. Elle est une sorte de sélection de plusieurs concepts économiques issus de l'école libérale, mais dont Javier Milei en a sélectionné pour expliquer l'économie d'aujourd'hui et tenter de renouer avec la prospérité.

Fondement central : le capitalisme de libre entreprise comme seul système juste et efficace

« Le seul système juste est le capitalisme de libre entreprise » — Javier Milei
 Inspiré par Jesús Huerta de Soto, Milei défend une vision du capitalisme où justice et efficacité ne s'opposent pas, mais se renforcent :
 « Justice et efficacité sont les deux faces d'une même médaille, car ce qui est juste ne peut être inefficace, et ce qui est efficace doit toujours être juste. » — Huerta de Soto, cité par Milei

Rejet des fondements de la microéconomie néoclassique

Milei attaque les deux théorèmes de l'économie du bien-être :

- Premier théorème (efficacité de l'équilibre concurrentiel)
 « C'est une monstruosité [...] lorsque la réalité ne correspond pas à ce modèle, on parle de "défaillance du marché". »
- Deuxième théorème (efficacité indépendante de la distribution)
 « Une aberration. Le résultat n'est pas indépendant de la distribution. »

Il y voit le fondement intellectuel de l'interventionnisme et du socialisme, qui mène au déclin économique.

Critique de l'État : inutile, impossible, immoral

Inspiré de Huerta de Soto, Röpke et Hayek, Milei résume :
 « L'État est non seulement inutile, mais scientifiquement incapable de fournir ce qu'il promet. »
 Et surtout :
 « L'État est fondamentalement immoral. »
 Il condamne la statolâtrie comme l'idolâtrie politique moderne :
 « La planification rationnelle de l'État devient la nouvelle Bible. » — citant Joseph Ratzinger (Benoît XVI)

Economie de la connaissance et impossibilité du socialisme

Milei applique le théorème de l'impossibilité du calcul économique (Mises, Hayek, Huerta de Soto) :
 « L'information qui parvient au socialisme est toujours lente. »
 Les raisons de l'échec du socialisme sont :

- L'information est dispersée.
- Elle est tacite et non articulable.
- Elle est évolutive (créée continuellement).
- La coercition bloque l'innovation.

Destruction créatrice et croissance

« Rien n'est plus anti-Pareto que le progrès technologique. »
 Milei défend la destruction créatrice (Schumpeter) comme moteur de la croissance :
 « Si l'on tue le progrès technologique, on tue les 250 meilleures années de l'humanité. »
 Il rejette le sophisme luddiste, en s'appuyant sur Hazlitt et Bastiat.

Efficacité dynamique et institutions pro-entrepreneariales

« Le système économique sera plus efficace s'il favorise davantage et mieux la créativité et la coordination entrepreneariales. »
 — Huerta de Soto
 L'objectif n'est pas l'efficacité statique, mais la poussée constante de la frontière de production, via l'entrepreneuriat, la propriété privée, et un cadre de règles stables (North).

Une bibliographie libérale sur la macroéconomie et contre l'inflation

Critique de la réglementation et défense de la dérégulation

« Un excès de réglementation détruit les rendements croissants. »

Selon Milei, l'économie ne croît pas à cause de la mort de l'innovation par la réglementation. Il salue le travail de Sturzenegger et Röpke, et avance :

« L'Europe ne croît pas parce qu'elle est surchargée de réglementations. »

Inflation : phénomène monétaire et immoralité du seignuriage

« L'inflation est le produit de l'émission monétaire. »

— inspiré de Mises et Röpke

Il plaide pour :

- La fermeture de la Banque centrale
- La concurrence monétaire
- Le retour à une monnaie privée, suivant les recommandations de Hayek

Monopole, biens publics et marché

Contre la théorie standard des défaillances de marché, Milei s'appuie sur :

- Murray Rothbard pour montrer que les monopoles privés ne sont pas nécessairement nuisibles :

« Les monopoles ne sont mauvais que s'ils ont été créés artificiellement par l'État. »

- Ronald Coase, pour réfuter le concept de biens publics naturels :

« Tous les phares du XIXe siècle étaient privés. »

Anarcho-capitalisme : finalité morale et politique

Milei s'inscrit dans la tradition d'Alberdi et San Martín, mais pousse plus loin :

« La révolution anarcho-capitaliste du XXIe siècle est la continuation naturelle du libéralisme classique. »

Il cite Tolkien (anarchiste catholique) et Kirzner pour justifier une société sans État, fondée sur :

- Ordre spontané
- Agences de sécurité privées
- Propriété comme droit naturel

Auteurs fondamentaux dans la doctrine de Milei

- Jesús Huerta de Soto – efficacité dynamique, morale et fonction entrepreneuriale
- Ludwig von Mises – inflation, calcul économique
- Friedrich Hayek – ordre spontané, droit évolutif
- Murray Rothbard – anarcho-capitalisme, monopole
- Israel Kirzner – entrepreneur, justice distributive
- Ronald Coase – biens publics et entreprise
- Wilhelm Röpke – austérité morale et discipline monétaire
- Henry Hazlitt / Bastiat – effets invisibles, économie intertemporelle
- Joseph Ratzinger (Benoît XVI) – critique spirituelle de l'État-idole

Le miléisme en quelques citations

« Le seul qui peut générer de la richesse, ce n'est pas le politique, c'est l'entrepreneur. »

« Nous démontrons non seulement que nos idées fonctionnent, mais aussi que la prétendue impossibilité de la politique n'est qu'un mirage inventé par ceux qui ne veulent rien changer »

« L'État-providence est un mensonge, et l'idée que l'État génère de la richesse en est un autre. L'État ne génère rien ; il ne fait que détruire la richesse et tout ce qu'il fait, c'est la voler aux autres pour la distribuer à ses amis. »

« Si imprimer de l'argent mettait fin à la pauvreté, imprimer des diplômes mettrait fin à la stupidité. »

« Si vous pensez qu'un marché a échoué, cherchez l'intervention de l'État. Vous la trouverez toujours. »

« Par définition, les défaillances du marché n'existent pas. À chaque fois qu'on veut corriger une prétendue défaillance du marché, on condamne le peuple à la pauvreté. »

« Ne vous laissez pas intimider par les parasites qui vivent de l'État. »

« L'État ne devrait intervenir que pour créer les conditions nécessaires à l'épanouissement du secteur privé. »

« Quand j'ai fini de lire Rothbard, je me suis dit : Pendant plus de 20 ans, j'ai trompé mes étudiants. Tout ce que j'ai enseigné sur les structures de marché est faux. »

« Si votre 'droit à' doit être financé par quelqu'un d'autre, ce n'est pas un droit, c'est un privilège. »

« L'État est le problème, pas la solution. »

« Les politiciens sont les principaux bénéficiaires de ce modèle d'expansion illimitée de l'État. Ils vivent aux dépens des autres, par la force. »

« Quand vous dépensez votre argent pour vous-même, vous le faites de manière avisée. Quand vous dépensez l'argent des autres, vous n'en avez rien à foutre. » (Milei reprenant Milton Friedman)

« Les entrepreneurs sont des héros, des bienfaiteurs sociaux. »

« La liberté économique est la base de toute liberté. Sans elle, il n'y a pas de prospérité. »

« Les impôts sont du vol organisé par l'État. »

« Notre objectif est d'être le pays le plus libre du monde. »

Le miléisme en quelques citations

« Nous travaillons pour montrer au monde qu'adopter les idées de la liberté apporte la prospérité. »

« L'État ne crée pas de richesse ; l'État la détruit. »

« En ce qui me concerne, mon mépris pour l'État est infini. »

« L'État est un immense prédateur qui cherche à s'emparer de la vie des gens. »

« Si imprimer de l'argent supprimait la pauvreté, imprimer des diplômes supprimerait la stupidité. »

« Il n'y a pas d'argent. »

« Un entrepreneur à succès est un bienfaiteur social, car s'il gagne de l'argent, c'est parce qu'il a résolu un problème pour les gens, et cet individu mérite d'être reconnu. »

« Nous savons qu'à court terme, la situation va empirer. Mais ensuite, nous verrons les fruits de nos efforts. »

« En quoi serait-ce risqué, puisque je fais exactement ce que les manuels disent de faire ? »

« Le capitalisme de marché libre et le commerce sont les seuls moyens de mettre fin à la faim et à la pauvreté dans le monde. Les preuves empiriques sont irréfutables. »

« La seule issue à la pauvreté, c'est plus de liberté. »

« Dans un monde d'individus, la seule justice sociale est de protéger les droits individuels. »

« Chaque fois que vous essayez de corriger une prétendue défaillance du marché... vous ouvrez la porte au socialisme et condamnez les gens à la pauvreté. »

« Le gouvernement ne devrait pas dépenser un seul centime qui n'a pas été gagné par son propre effort. »

« Nous devons nous éloigner du collectivisme, c'est lui qui a ruiné le pays. »

« Le problème avec le socialisme, c'est qu'il crée de la pauvreté. »

« Les pays libres sont douze fois plus riches que les pays totalitaires ou socialistes. Ils comptent cinquante fois moins de pauvres dans des conditions extrêmes et connaissent une croissance deux fois plus rapide »

Le miléisme en quelques citations

"Nous avons procédé à un ajustement budgétaire de 15 points de PIB; 5 pour le Trésor, 10 pour la Banque centrale ; l'inflation globale est passée de 54% à 1,5% par mois".

« En un an, nous avons sorti plus de 10 millions de personnes de la pauvreté en Argentine. »

« C'est vraiment très raisonnable de mettre en pratique les idées du libre marché. »

« Au cours des 500 premiers jours de notre mandat, nous avons mis en œuvre 2 000 réformes. Soit quatre réformes par jour pendant 500 jours... Une véritable machine à déréglementer et à nous débarrasser de l'État oppressif»

« Il est donc prévisible que d'ici le milieu de l'année prochaine, l'inflation ne sera plus un problème en Argentine »

« Car lorsque le modèle ne correspond pas à la réalité, au lieu de le modifier, on s'en prend à la réalité et on parle de défaillance du marché. Cette atrocité découle du premier théorème de l'économie du bien-être... »

« Les monopoles ne sont mauvais que s'ils ont été créés artificiellement par l'État »

« Le capitalisme de marché libre et le commerce sont les seuls moyens de mettre fin à la faim et à la pauvreté dans le monde. Les preuves empiriques sont irréfutables. »

« Si nous laissons les idées de la gauche s'infiltrer, elles ne feront qu'avorter la croissance économique, comme elles le font à chaque fois qu'elles interviennent. »

« L'Europe ne croît pas parce qu'elle est surchargée de réglementations. »

« Le système économique sera plus efficace s'il favorise davantage et mieux la créativité et la coordination entrepreneuriales. »

« Ce déficit était la cause de tous nos maux, car sans déficit, il n'y a ni dette, ni émissions, ni inflation »

« La Banque centrale est une institution qui sert à voler les gens »

"El Camino del Libertario" (Le Chemin du Libertarien), livre de Javier Milei

"El Camino del Libertario" (Le Chemin du Libertarien), publié initialement en 2022 avant son élection à la présidence, est un manifeste politique, mais également un parcours idéologique et une sorte d'autobiographie intellectuelle de Javier Milei.



Cet ouvrage synthétise les fondements de sa pensée et les aspirations qui l'ont mené à la scène politique argentine, traçant un cheminement personnel depuis ses débuts en économie jusqu'à sa profonde adhésion aux idées libertariennes. Milei y explique comment ses expériences académiques et ses analyses des dynamiques économiques l'ont progressivement conduit à un rejet catégorique du keynésianisme et du socialisme, au profit des principes de la liberté individuelle et du marché. Ce parcours est présenté comme une quête intellectuelle, où la logique et la rigueur économique l'auraient inéluctablement orienté vers les postulats de l'École Autrichienne d'Économie.

Au cœur de "El Camino del Libertario", Milei développe une critique virulente de l'État, qu'il considère comme la source principale des dysfonctionnements économiques et sociaux. Il dénonce l'interventionnisme étatique, la bureaucratie tentaculaire, la dépense publique excessive, le fardeau fiscal et, de manière centrale, l'action de la Banque Centrale. Cette dernière est accusée de "détruire la valeur de la monnaie par l'émission inflationniste et d'entraver le processus de découverte entrepreneurial."

Pour Milei, le collectivisme, sous toutes ses formes, est une idéologie "aberrante" qui conduit inévitablement à "la pauvreté généralisée et à l'oppression individuelle." Il s'inscrit en cela dans la lignée de Friedrich Hayek, qui, dans La Route de la Servitude, mettait en garde contre les dangers intrinsèques de la planification centralisée.

Milei promeut sans équivoque le capitalisme comme le seul système capable de générer la prospérité et de garantir la liberté. Son argumentation s'appuie fortement sur les principes de l'École Autrichienne d'Économie, citant fréquemment Ludwig von Mises, Friedrich Hayek et Murray N. Rothbard. Il argumente la supériorité du marché libre, soulignant que "le marché, c'est la coordination spontanée des actions humaines, la main invisible qui permet à des millions d'individus de coopérer sans coercition."

Il insiste sur la pertinence des droits de propriété privée comme fondement de toute société prospère et sur l'importance d'une monnaie saine, critiquant l'inflation comme une "taxe cachée" imposée par l'État.

Sa vision de l'État est résolument minimaliste, ses fonctions devant se limiter à la protection de la vie, de la liberté et de la propriété des individus.

Au-delà des seules considérations économiques, Milei appelle à une véritable "bataille culturelle" contre les idées qu'il qualifie de "gauche", "socialistes" ou "collectivistes". Il estime que le déclin des nations est en grande partie dû à l'abandon des principes libéraux au profit d'idéologies étatistes et égalitaristes. Il considère que "la liberté n'est pas un don, mais une conquête permanente qui exige une lutte idéologique acharnée." Le livre vise ainsi à réarmer intellectuellement les défenseurs de la liberté, afin qu'ils puissent mener ce combat idéologique sur tous les fronts, de l'université aux médias.

Bien que centré sur la situation argentine, l'ouvrage propose des solutions libérales qui, selon Milei, sont applicables à toute économie souffrant d'un excès d'interventionnisme. Parmi ces propositions figurent une réduction drastique des dépenses publiques et l'élimination du déficit fiscal, symbolisées par sa "tronçonneuse" budgétaire ; la suppression de la Banque Centrale et la fin de l'émission monétaire inflationniste, avec l'option de la dollarisation ou de la concurrence des monnaies ; une déréglementation massive de l'économie pour libérer les forces productives et stimuler l'innovation ; la privatisation des entreprises publiques, perçues comme des nids de corruption et d'inefficacité ; et enfin, une valorisation de l'entrepreneuriat et de la responsabilité individuelle comme moteurs du progrès social et économique.

Le style rédactionnel d'"El Camino del Libertario" reflète fidèlement le style oratoire de Javier Milei. Caractérisé par un langage direct, passionné et souvent provocateur, l'ouvrage vise à secouer les esprits et à contester le statu quo avec une force argumentative peu commune.

Ce ton vise à capter l'attention et à mobiliser ses lecteurs, tout en soulignant l'urgence de ses propositions.

Capitalismo, Socialismo y la Trampa Neoclásica (Capitalisme, Socialisme et le piège Néoclassique)

Dans son dernier livre *Capitalismo, Socialismo y la Trampa Neoclásica* de Javier Milei, publié en 2024, Milei défend une vision radicale du capitalisme de libre marché, qu'il érige en système ayant engendré la prospérité la plus significative de l'histoire humaine, particulièrement depuis la première révolution industrielle. Il y mène une critique acerbe du socialisme, qu'il qualifie de "système appauvrissant", s'appuyant sur des arguments tant empiriques que théoriques pour en démontrer l'inefficacité structurelle. Cependant, le cœur de son attaque ne vise pas uniquement le socialisme, mais s'étend également à l'économie néoclassique et néokeynésienne. Milei accuse ces courants de pensée de propager une vision erronée en attribuant les problèmes économiques à des "défaillances du marché" – telles que les monopoles ou les externalités. Selon lui, lorsque la réalité ne correspond pas aux modèles néoclassiques, ces derniers "blâment la réalité plutôt que de remettre en question leurs propres hypothèses", ouvrant ainsi la voie à des interventions étatiques nuisibles et à des dérives socialistes.

L'ouvrage, structuré comme une "leçon de macroéconomie", intègre des discours récents de Milei, notamment ceux prononcés à la Conférence Politique de l'Action Conservatrice (Washington, 2024) et lors de l'ouverture des sessions du Congrès argentin. Il opère une transition fluide de la théorie économique pure à l'action politique, soulignant que les idées économiques ont des implications directes et inéluctables sur les politiques publiques menées par un gouvernement. Milei soutient que l'Occident fait face à une double menace existentielle : d'une part, les défenseurs du socialisme et, d'autre part, les penseurs néoclassiques qui, selon son analyse, "sapent les fondements du capitalisme par des cadres théoriques inadéquats".

En lien direct avec les politiques actuelles en Argentine, ce livre reflète fidèlement la philosophie de Milei expliquant sa politique visant à réduire la part des dépenses publiques dans le PIB (actuellement autour de 35 %, avec un objectif ambitieux de 25 % d'ici 2027). Il formule une critique approfondie du néoclassicisme et à ce qu'il nomme le "piège néoclassique". Il soutient que l'économie néoclassique, malgré ses apparences de neutralité et de rigueur scientifique, a involontairement, ou parfois consciemment, "ouvert la porte à l'interventionnisme étatique et, par extension, au socialisme".



Il critique notamment les modèles d'équilibre général, arguant que ces constructions statiques, basées sur des hypothèses irréalistes de "concurrence parfaite", ne reflètent pas la réalité dynamique et complexe du marché. Pour Milei, ils échouent à rendre compte du rôle crucial de l'entrepreneur et de l'incertitude inhérente aux processus économiques. Selon lui, ces modèles peuvent justifier l'intervention de l'État pour "corriger" des "défaillances de marché" qui, selon l'École Autrichienne, n'existent pas en tant que telles ou sont mieux gérées par les mécanismes spontanés du marché. De même, il conteste l'hypothèse d'information parfaite et la rationalité limitée, mettant en avant la dispersion fondamentale de l'information, concept cher à Hayek, et la subjectivité des connaissances individuelles, en opposition aux modèles qui supposent une information complète ou quasi-complète, ouvrant ainsi la voie à des tentatives de planification centralisée vouées à l'échec. Le livre marque un renforcement de l'affirmation de l'École Autrichienne comme l'unique approche valide pour comprendre le fonctionnement économique et résoudre les problèmes des nations. Milei présente ses principes – la praxéologie, l'individualisme méthodologique, la nature processuelle du marché et la théorie monétaire autrichienne – comme "l'antidote intellectuel et pratique aux erreurs du néoclassicisme et du collectivisme". Il insiste sur la dichotomie absolue entre Capitalisme et Socialisme, ne voyant pas de juste milieu et considérant que toute forme d'interventionnisme est un pas inéluctable vers le socialisme. Le "piège néoclassique" est, à ses yeux, la manière subtile et insidieuse dont le socialisme a réussi à s'infiltrer même dans des économies dites de marché. Enfin, l'ouvrage constitue une défense éloquente du "Capitalisme de Libre Entreprise", un capitalisme authentique, fondé sur la propriété privée intégrale, la liberté contractuelle absolue et l'absence d'intervention étatique. Ce capitalisme est, selon Milei, le seul à même de générer une prospérité durable et de libérer le potentiel créatif illimité des individus.

Milei et la confirmation de la célèbre "courbe de Laffer"



Milei et la confirmation de la célèbre "courbe de Laffer"

Cela a commencé par une rencontre le 3 décembre 2024 où Javier Milei a accueilli l'économiste Arthur Laffer, père de la célèbre courbe fiscale, à la Casa Rosada.

Leur échange était centré sur des réformes économiques libérales et audacieuses qu'appelait de ses vœux Arthur Laffer pour l'Argentine. Plus d'un an après les débuts de la politique économique de Milei qui inclua des baisses d'impôts, la courbe de Laffer s'est également vue confirmée par une hausse des impôts perçus !

Cette entrevue hautement symbolique à laquelle ont participé des figures clés comme le ministre de l'Économie Luis Caputo et le conseiller Federico Sturzenegger, intervenait dans un contexte où l'Argentine cherche à sortir d'une crise économique chronique marquée par une inflation galopante et des restrictions financières. Laffer, connu pour son influence, comme conseiller, sur les politiques de Ronald Reagan et Donald Trump, a apporté un soutien sans réserve aux réformes de Milei, tout en livrant des recommandations audacieuses et des mises en garde percutantes.

Au cœur des discussions : la courbe de Laffer, cette théorie selon laquelle des impôts modérés maximisent les recettes fiscales en stimulant l'activité économique, tandis que des taux excessifs l'étouffent. Milei, qui a fait de la réduction de l'État et des impôts un pilier de sa campagne, voit dans cette approche un modèle pour transformer l'Argentine. Lors d'une conférence au Four Seasons de Buenos Aires, Laffer a salué les efforts du gouvernement pour stabiliser la monnaie et réduire l'inflation, prédisant « une période avec une monnaie solide » si les réformes se poursuivent. Avec un ton direct, il a lancé un conseil limpide à Milei : « Get it done now and get it done permanently and lock it in. And you guys will find you will prosper enormously well », ajoutant un vibrant compliment : « Your country is amazing ».

Laffer n'a pas hésité à insister sur la nécessité de supprimer toutes les restrictions aux capitaux, un frein majeur à l'investissement étranger : « You need to get rid of all capital controls whatsoever. People need to feel very secure that if they lend you the money, if they invest in your country, they can get the money out ».

Cette critique vise directement le « cepo » argentin, un système de restrictions sur les changes qui décourage les investisseurs. « Pourquoi investirais-je dans un pays où je ne peux pas récupérer mon argent ? » a-t-il lancé, soulignant l'urgence d'une économie ouverte à l'investissement étranger et à la croissance durable. Par ailleurs, Laffer a mis en garde contre une confiance aveugle envers les institutions financières internationales, en particulier le Fonds monétaire international (FMI), auquel l'Argentine doit plus de 44 milliards de dollars. « The IMF represents a serious problem: it demands tax and fee increases. You have to be careful with whom you make alliances and from whom you request financing, because the IMF will end up absorbing everything », a-t-il averti, avant d'ajouter sur un ton plus léger : « Don't trust the United States Government either... they want your money too » (24 Hours World). Ces propos résonnent avec la volonté de Milei de rompre avec les politiques interventionnistes du passé, bien que la sortie du « cepo » reste délicate, par crainte d'une résurgence de l'inflation. Laffer a également dessiné pour l'Argentine un avenir ambitieux où les impôts et les taux d'intérêt baisseraient, l'inflation serait contrôlée et les contrôles de capitaux abolis, ouvrant la voie à une économie dynamique et attractive pour les investisseurs étrangers (24 Hours World). Cette vision ultralibérale, inspirée des doctrines reaganiennes, repose sur une monnaie stable, une dérégulation extensive et une remise en question des institutions traditionnelles comme le FMI. La rencontre cristallise ainsi l'ambition de Milei d'inscrire l'Argentine dans une voie radicalement libérale, un laboratoire économique qui pourrait inspirer d'autres régions du monde. Pour l'Europe, où des pays comme la France ou l'Italie jonglent avec des taux d'imposition élevés et une croissance atone, cette rencontre pourrait servir de leçon. Laffer prône une réforme fiscale : des taux bas sur une assiette large pour encourager la production et limiter l'évasion fiscale.

En Argentine, Milei envisage de supprimer 90 % des impôts existants d'ici 2026, tout en maintenant les recettes grâce à une économie dynamisée. Les premiers résultats de 2024, avec un surplus fiscal et une inflation en baisse, semblent donner raison à cette stratégie,

Milei et la confirmation de la célèbre "courbe de Laffer"

En 2025, l'Argentine de Javier Milei affiche des recettes fiscales record malgré des baisses d'impôts audacieuses. Avec des hausses de 86,5 % en février, 57,9 % en avril et 42,7 % en juillet, les chiffres confirment que réduire la pression fiscale peut doper l'économie et remplir les caisses de l'État, validant ainsi la célèbre courbe de Laffer.

Depuis son arrivée au pouvoir en décembre 2023, Javier Milei a secoué l'Argentine avec des réformes fiscales radicales, supprimant la taxe PAIS et réduisant les droits d'exportation pour libérer entreprises et consommateurs. Résultat : en juillet 2025, les recettes fiscales ont augmenté de + 42,7 % sur un an, ou +4,8 % en termes réels après ajustement pour l'inflation. En avril, elles grimpaient à + 57,9 %, +7 % réel), et en février, à +86,5 %.

Même en juin, avec 16,184 milliards, la tendance reste solide. Ces chiffres, appuyés par l'INDEC et relayés par La Derecha Diario, montrent que la baisse des impôts élargit l'assiette fiscale en dopant l'activité économique. La suppression de la taxe PAIS a libéré des ressources, boostant les exportations (+16 % sur neuf mois en 2024) et la consommation, tandis que la TVA et l'impôt sur le revenu (+33 % réel) explosent.

La rencontre entre Milei et Arthur Laffer en décembre 2024 a scellé cette vision : moins de taxes, plus de croissance.

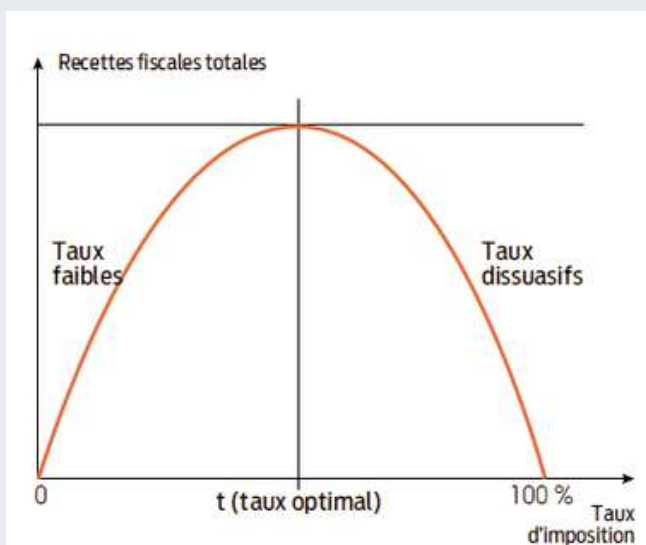
Avec une croissance de 4,8 % projetée pour 2025, l'Argentine de Milei prouve que la courbe de Laffer n'est pas qu'une théorie : moins taxer, c'est aussi pouvoir encaisser plus.

Plus que les chiffres, une image très forte

En posant avec l'économiste américain dans son bureau présidentiel, M. Milei a envoyé un signal aux marchés et à ses alliés : l'expérience argentine de libéralisme ne se fera pas dans l'isolement. Elle bénéficie désormais de la bénédiction publique de l'un des plus célèbres évangélistes du capitalisme et du libéralisme.

L'enthousiasme de Laffer pour Milei, qu'il compare à Reagan et Trump, reflète une convergence idéologique autour du libéralisme économique. « J'ai 84 ans, j'espère vivre jusqu'à 105 pour voir la prospérité de l'Argentine », a-t-il plaisanté.

La démonstration par l'exemple de l'Argentine, de l'efficacité de la Courbe de Laffer devrait faire des émules et, plus qu'un hommage, la politique de Javier Milei est une véritable consécration pour l'économiste de 84 ans.



IV – Des réformes radicales aux résultats spectaculaires

Des réformes sans concessions pour combattre l'inflation et libérer l'économie

Plus qu'une image provocatrice, la tronçonneuse est un emblème symbolisant à la fois des actions sans demies-mesures, mais l'outil métaphorique pour couper drastiquement dans les dépenses de l'Etat pour atteindre deux impératifs : la lutte contre l'inflation et la libération de l'économie pour générer de la croissance.

Pour vaincre l'inflation et libérer le secteur privé et l'esprit d'entreprise, Javier Milei a choisi d'employer la manière forte, avec une batterie de mesures et de réformes tranchantes.

La déréglementation massive engagée par Javier Milei marque un tournant dans la politique économique argentine. **À travers des instruments comme le Décret de Nécessité et d'Urgence (DNU)**, son gouvernement entend abroger ou modifier **des centaines de lois et réglementations jugées étouffantes pour l'activité économique**.

Cette approche repose sur **une idée simple : moins de bureaucratie, c'est plus de flexibilité pour les entreprises**. En réduisant les barrières à l'entrée, elle favorise l'émergence de nouveaux acteurs et stimule la concurrence, injectant ainsi un dynamisme vital dans l'économie.

Dans le même esprit, **la simplification fiscale constitue un autre pilier de sa stratégie**. Bien que toutes les mesures n'aient pas encore été pleinement mises en œuvre, l'objectif affiché est clair : **alléger la pression fiscale qui pèse sur les entreprises et les travailleurs**. Un fardeau fiscal réduit permet aux **entrepreneurs de conserver une plus grande part de leurs profits, qu'ils peuvent réinvestir dans la croissance**, l'innovation et la recherche-développement. Ce **cercle vertueux pourrait redonner à l'économie argentine la capacité de financer elle-même son expansion, plutôt que de dépendre en permanence de l'endettement** ou de l'injection de capitaux étrangers.

La **protection renforcée de la propriété privée** et des contrats constitue un autre axe central. La sécurité juridique est le socle de tout investissement : garantir la stabilité des règles du jeu et protéger les droits de propriété revient à **créer un climat de confiance propice à la prise de risque et aux projets à long terme**.

Dans le même temps, **l'élimination des monopoles et privilèges**, notamment via les privatisations, vise à injecter une dose de concurrence qui oblige chaque acteur à gagner en efficacité et en innovation pour rester compétitif.



L'un des fronts les plus emblématiques de son action reste la lutte contre l'inflation, fléau historique de l'économie argentine. **Milei a adopté une politique monétaire de choc : arrêt du financement monétaire du déficit public, réduction drastique des dépenses et maintien d'un ancrage budgétaire strict**.

En stoppant la planche à billets, il cherche à assécher les pressions inflationnistes à la source, même au prix d'une contraction économique temporaire. Parallèlement, l'assainissement des comptes publics vise à restaurer la crédibilité de la monnaie et à briser les anticipations inflationnistes, condition indispensable pour retrouver une stabilité des prix durable.

Cette transformation ne se limite pas à réparer les dégâts accumulés par des décennies d'interventionnisme ; elle vise à libérer les forces productives. Milei parie sur la créativité et la capacité à prendre des risques des entrepreneurs, véritables créateurs de richesse et d'emplois. En desserrant l'étau étatique, il espère faire émerger un tissu économique plus agile, plus audacieux et plus connecté aux besoins du marché.

Car le diagnostic de départ est implacable : **le modèle collectiviste et interventionniste a généré une inefficacité systémique**. Bureaucratie pléthorique, corruption endémique, absence d'incitations à la performance dans le secteur public et protection artificielle de "champions nationaux" peu compétitifs ont sapé la vitalité économique. **Les services publics, souvent en monopole, se sont avérés rigides, coûteux et de qualité médiocre**.

Pour inverser cette spirale, Milei mise sur plusieurs leviers : **privatiser les entreprises publiques pour les soumettre à la discipline du marché ; réduire les dépenses afin de concentrer les ressources sur les fonctions essentielles et limiter le gaspillage ; et enfin, attirer capitaux et talents en offrant un environnement plus libre, plus stable et moins fiscalisé**.

Le méga-décret (DNU) de Javier Milei : la révolution libérale argentine

Le 20 décembre 2023, le président argentin Javier Milei a signé le Décret de Nécessité et d'Urgence (DNU) 70/2023, intitulé « Bases pour la reconstruction de l'économie argentine ». Ce décret, qualifié de « méga-décret » par les médias locaux, constitue une tentative sans précédent de libéraliser l'économie argentine à travers 366 articles répartis sur 83 pages. Face à une crise économique brutale – inflation de 160 % en 2023, dette publique dépassant 400 milliards de dollars, chômage élevé et déficits fiscaux chroniques –, le DNU déclare une urgence publique jusqu'au 31 décembre 2025 dans les domaines économique, financier, fiscal, administratif, social, sanitaire, tarifaire et des retraites.

En 2023, l'Argentine était au bord du gouffre économique. Avec une inflation galopante de 160 %, une dette publique colossale et un chômage aggravant les tensions sociales, Milei, économiste libertarien élu avec 56 % des voix, a promis de démanteler un système étatique qu'il accuse d'avoir étouffé la croissance.

Son parti, La Libertad Avanza, minoritaire au Congrès, limite sa capacité à faire adopter des réformes par la voie législative classique. Le DNU, un outil constitutionnel permettant au président d'édicter des lois en cas de « nécessité et urgence » sans approbation immédiate du Parlement, est devenu son arme de prédilection.

Ce décret, qui modifie ou abroge des centaines de lois, touche presque tous les secteurs : logement, santé, travail, agriculture, énergie. Son objectif est clair : libérer l'économie, attirer les investissements étrangers et intégrer l'Argentine dans l'économie mondiale. Mais ses détracteurs, des syndicats aux partis d'opposition, dénoncent une atteinte à la démocratie, un démantèlement des droits des travailleurs et un risque d'aggravation des inégalités.

Voici les principales mesures, organisées par secteur, et leurs implications :

1. Dérégulation économique : libérer les forces du marché

Le DNU s'attaque en priorité aux réglementations étatiques, considérées comme des entraves à l'efficacité économique. Les mesures clés incluent :

- **Abrogation de la Loi sur les loyers** (Ley de Alquileres). Les contrôles des prix et des durées des contrats de location sont supprimés. Locataires et propriétaires peuvent désormais négocier librement, y compris en devises étrangères (dollar, euro) ou en actifs alternatifs (cryptomonnaies).
- **Abrogation de la Loi sur l'approvisionnement** (Ley de Abastecimiento). L'État ne peut plus réguler les prix, la production ou la distribution des biens et services. Les entreprises fixent leurs prix sans crainte de sanctions, dans le but d'éliminer les distorsions du marché.
- **Abrogation de la Loi des gondoles** (Ley de Gondolas). Les supermarchés ne sont plus tenus de diversifier les marques sur leurs rayons pour contrer la domination des grands fournisseurs. Cela favorise la concurrence par les prix, mais risque de concentrer le marché au profit des grandes entreprises.
- **Abrogation de la Loi sur l'achat national**. Les entités publiques ne doivent plus privilégier les produits argentins, ouvrant les appels d'offres aux fournisseurs étrangers.
- **Suppression de l'Observatoire des prix**. Cet organisme, chargé de surveiller les hausses abusives, est aboli, laissant aux entreprises une liberté totale de fixation des prix.
- **Libéralisation du commerce extérieur**. Le Registre des importateurs et exportateurs est supprimé, et les procédures douanières sont simplifiées via une réforme du Code douanier. Les entreprises peuvent exporter sans inscription préalable, réduisant coûts et délais.
- **Dérégulation du secteur minier**. Le Registre national minier est aboli, et les autorisations pour l'exploitation sont simplifiées pour attirer les investissements étrangers.
- **Abrogation de la Loi sur les terres rurales**. Les restrictions sur l'achat de terres rurales par des étrangers sont levées, permettant aux investisseurs internationaux d'acquérir des territoires stratégiques (proches des frontières ou des réserves d'eau).
- **Dérégulation des cartes de crédit**. Les plafonds sur les taux d'intérêt et les frais de retard sont supprimés, laissant aux émetteurs une liberté totale.

Le méga-décret (DNU) de Javier Milei : la révolution libérale argentine

2. Réformes du marché du travail : flexibilité contre protections

Les réformes du travail visent à assouplir des réglementations jugées rigides, mais ont provoqué une levée de boucliers des syndicats, notamment la Confédération générale du travail (CGT) argentine :

- **Prolongation de la période d'essai.** La période d'essai pour les contrats à durée indéterminée passe de 3 à 8 mois, permettant aux employeurs de licencier sans indemnité pendant cette période. Cela favorise l'embauche, mais accroît l'insécurité pour les travailleurs.
- **Réduction des indemnités de licenciement.** Le calcul des indemnités exclut désormais les primes, le 13e mois et les avantages en nature. Un fonds de cessation, inspiré du modèle de la construction (UOCRA), permet aux conventions collectives de financer les indemnités via des cotisations mensuelles. Par exemple, un employé licencié pourrait recevoir une indemnité basée uniquement sur son salaire de base, réduisant les coûts pour l'employeur.
- **Restrictions du droit de grève.** Les secteurs « essentiels » (santé, éducation, télécommunications, énergie, transports publics) doivent maintenir 75 % de leur activité pendant une grève, et les secteurs « d'importance transcendante » (banques, hôtellerie, commerce alimentaire) 50 %. Les grèves doivent être annoncées 15 jours à l'avance avec négociation préalable.
- **Flexibilisation des contrats.** Les conventions collectives peuvent négocier des conditions spécifiques, et les contrats temporaires ou saisonniers sont encouragés pour réduire les rigidités.
- **Réduction des sanctions pour travail non déclaré.** Les amendes pour les employeurs ne déclarant pas leurs employés sont allégées, dans le but de formaliser l'économie informelle.

3. Privatisation des entreprises publiques : un virage vers le marché

Conformément à la vision libertarienne de Milei, le DNU facilite la privatisation des entreprises publiques :

- **Transformation en sociétés anonymes.** Toutes les entreprises publiques, y compris Aerolíneas Argentinas (compagnie aérienne nationale), YPF (pétrole), AySA (eau) et Trenes Argentinos (chemins de fer), deviennent des sociétés anonymes, première étape vers leur privatisation. Cela vise à améliorer leur efficacité via la discipline du marché.
- **Suppression des privilèges de droit public.** Ces entreprises perdent leurs exemptions fiscales et réglementaires. Par exemple, Aerolíneas Argentinas n'a plus droit à des subventions automatiques ni à une protection contre la concurrence.
- **Privatisation partielle.** Jusqu'à 10 % des actions peuvent être cédées aux employés pour encourager leur adhésion. Les lois exigeant l'approbation du Congrès pour les privatisations sont abrogées, simplifiant le processus.
- **Dérégulation du secteur aérien.** Une politique de « cioux ouverts » permet aux compagnies étrangères d'opérer des vols intérieurs sans accords bilatéraux. Une compagnie comme Ryanair pourrait proposer des vols Buenos Aires-Córdoba, menaçant la viabilité d'Aerolíneas Argentinas.

Le méga-décret (DNU) de Javier Milei : la révolution libérale argentine

• 4. Santé et sécurité sociale : libéralisation sous tension

Le DNU modernise le système de santé en réduisant le contrôle étatique :

- **Dérégulation de la médecine prépayée.** Les restrictions sur les prix des assurances santé privées sont levées, permettant aux prestataires de fixer leurs tarifs librement. Cela vise à stimuler la concurrence.
- **Libre choix des œuvres sociales (obras sociales).** Les travailleurs peuvent choisir leur prestataire de santé sans passer par les syndicats, qui contrôlaient traditionnellement ce système.
- **Recette électronique.** Les prescriptions électroniques sont autorisées pour simplifier l'accès aux médicaments et réduire les coûts administratifs.
- **Dérégulation des pharmacies.** Les médicaments sans ordonnance peuvent être vendus dans des commerces non pharmaceutiques (supermarchés), réduisant les coûts pour les consommateurs.

• 5. Réformes du Code civil et commercial : priorité à la liberté contractuelle

Le DNU modifie le Code civil et commercial pour renforcer l'autonomie contractuelle :

- **Flexibilité des contrats.** Les contrats peuvent être libellés en devises étrangères (dollar, euro) ou en actifs alternatifs (cryptomonnaies, « litres de lait »). Cela contourne les restrictions imposant le peso, reflétant l'économie dollarisée de l'Argentine.
- **Simplification administrative.** Les démarches pour les véhicules (ex. transfert de propriété) sont digitalisées, et certains registres commerciaux obligatoires sont supprimés, réduisant la bureaucratie.

6. Dérégulation sectorielle : tourisme, sport et technologie

Le DNU s'étend à des secteurs spécifiques :

- **Tourisme.** Le monopole des agences agréées est aboli, permettant aux particuliers d'offrir des services touristiques. Cela stimule l'innovation, mais pourrait baisser les standards de qualité.
- **Clubs de football.** Les clubs peuvent devenir des sociétés anonymes, attirant des investisseurs privés. Les critiques craignent une perte de l'identité culturelle des clubs associatifs.
- **Télécommunications.** Les services internet par satellite (ex. Starlink) bénéficient de moins de contraintes réglementaires, améliorant la connectivité rurale.
- **Énergie.** Les restrictions sur les exportations d'hydrocarbures sont levées pour stimuler la production et les investissements étrangers.

7. Réformes administratives et fiscales : rationalisation de l'État

- Le DNU réduit la bureaucratie **en supprimant des registres inutiles** (ex. importateurs/exportateurs, minier) et en digitalisant des services publics comme l'immatriculation des véhicules. Il abolit également certaines subventions sectorielles, notamment pour les transports publics, afin de réduire le déficit fiscal. Des réductions de taxes, notamment sur les exportations agricoles, visent à renforcer la compétitivité mondiale, tandis que des démarches bancaires simplifiées favorisent l'inclusion financière.

Des "efforts pour les Argentins" qui n'ont duré que 8 mois"

« Nous savons qu'à court terme, la situation va empirer. Mais ensuite, nous verrons les fruits de nos efforts. » avait prévenu Javier Milei lors du lancement de ses premières réformes.

La vérité semble être que lui-même ne pensait que la période de transition serait si courte et durerait moins d'un an.

Citée depuis des décennies pour ses crises économiques cycliques à répétition et son inflation chronique, l'Argentine est en train de réécrire son histoire sous l'impulsion des réformes radicales au point de se placer à la première place en termes de croissance de tous les pays de l'OCDE pour cette année 2025 !

La "thérapie de choc" mise en œuvre depuis son arrivée au pouvoir en décembre 2023, alors perçue de façon prudente voire décriée par de nombreux observateurs a commencé à livrer des résultats macroéconomiques spectaculaires, avec des impacts directs et tangibles sur le quotidien des citoyens. La chute vertigineuse de l'inflation, le recul historique de la pauvreté et les signes concrets d'une relance de la croissance économique témoignent d'une normalisation inespérée et d'un regain de confiance dans les fondamentaux du marché.

Une maîtrise de l'hyperinflation inédite

Le premier front de cette bataille économique fut la lutte contre l'inflation, un fléau qui dépréciait sans cesse le pouvoir d'achat des Argentins. En décembre 2023, le taux d'inflation mensuel atteignait un sommet alarmant de 25,5 %, illustrant la désintégration monétaire. Un an et demi plus tard, les chiffres sont sans appel. Grâce à une discipline budgétaire rigoureuse et à un arrêt catégorique du financement monétaire du déficit par la Banque Centrale, le gouvernement Milei a réussi l'impensable. En avril 2025, l'inflation mensuelle s'est établie à un niveau inédit de 2,8 % (Trading Economics, mai 2025), marquant une victoire éclatante contre l'hyperinflation.

Ce chiffre, impensable quelques mois auparavant, valide l'efficacité d'une politique monétaire stricte, axée sur la non-émission et la restauration de la valeur de la monnaie nationale. L'inflation annualisée a également suivi cette trajectoire déflationniste, reculant à 47,3 % en avril 2025 (EFE, mai 2025), le taux le plus bas en quatre ans, avec des projections pour l'ensemble de 2025 inférieures à 30 %. Cette performance monétaire exceptionnelle est le pilier d'une stabilité macroéconomique retrouvée, offrant aux acteurs économiques et aux ménages une prévisibilité essentielle

Un boom de la croissance

Au-delà de la stabilisation et de la réduction de la pauvreté, l'économie argentine montre désormais des signes indubitables de reprise de la croissance. Après une période de contraction inévitable en 2024 due à l'ajustement structurel, les projections pour 2025 sont résolument optimistes. Le Produit Intérieur Brut (PIB) argentin devrait connaître une croissance robuste de 5,7 % pour l'ensemble de l'année, selon les prévisions de l'OCDE (Federated Hermes, mai 2025), une estimation corroborée par la Banque Mondiale qui anticipe une expansion de 5 % (Buenos Aires Times, janvier 2025). Cette relance est directement alimentée par l'environnement macroéconomique assaini, la confiance retrouvée des investisseurs et la nette décélération de l'inflation qui stimule la consommation et l'investissement. Les indicateurs de confiance des entreprises sont en hausse, et l'afflux de capitaux étrangers commence à se matérialiser, confirmant que la libéralisation économique génère de nouvelles opportunités. L'Argentine démontre qu'une "thérapie de choc" libérale, appliquée avec détermination, peut non seulement sortir un pays de l'abîme inflationniste, mais aussi le propulser sur le chemin d'une croissance durable et d'une prospérité partagée.

Un recul historique de la pauvreté

Un recul historique de la pauvreté
Le retour à la stabilité économique a eu un impact immédiat et spectaculaire sur les conditions de vie des Argentins. En effet, le taux de pauvreté qui culminait à 52,9 % au premier semestre 2024 s'est effondré à 38,1 % au second semestre, selon l'INDEC. Cette baisse de près de 15 points en quelques mois constitue la chute la plus marquante observée depuis plus de deux décennies, avec plus de 4,3 millions de personnes sorties de la pauvreté Argentine.

Les projections pour 2025 confirment cette tendance favorable : l'université Torcuato Di Tella estime que la pauvreté urbaine n'était plus que de 31,6 % au premier semestre 2025, son niveau le plus bas depuis 2018.

De son côté, le Conseil National de Coordination de Politiques Sociales (CNCPS) relève une estimation similaire pour le premier trimestre 2025 à 31,7 %, sur la base des données de l'INDEC.

Évolution de la note de crédit souverain de l'Argentine (2022-2025) : une amélioration historique sous Milei

Pendant des années, les obligations souveraines argentines étaient considérées comme des actifs hautement spéculatifs. De 2022 à 2024, Moody's maintenait la note du pays à Ca, reflétant des décennies de crises répétées : inflation à deux chiffres record, déficits chroniques et réserves de change exsangues.

En 2023, l'inflation atteignait 211 %, les récoltes agricoles chutant de 26 % après une sécheresse, et les réserves nettes de la Banque centrale passaient en territoire négatif. L'économie semblait condamnée à l'instabilité.

Puis Javier Milei accéda à la présidence en décembre 2023. A la suite de ces réformes et de ses batteries de mesures de choc : dévaluation contrôlée du peso de 54 %, réduction drastique des dépenses primaires – retraites : -22 %, subventions : -33 %, salaires publics : -27 %, transferts aux provinces : -87 % – et arrêt du financement monétaire du déficit. Les résultats furent spectaculaires : en 2024, l'Argentine enregistrait un excédent primaire de 2 % du PIB, la première fois depuis 123 ans, tandis que l'inflation tombait à 70 % en fin d'année. L'excédent commercial atteignait un record de 18,9 milliards USD et les réserves internationales augmentaient de 19 milliards USD.

Ces mesures audacieuses eurent immédiatement un impact sur la perception internationale.

En janvier 2025, Moody's relevait la note souveraine de l'Argentine à Caa3, avec une perspective positive, saluant « des ajustements politiques efficaces et énergiques » qui avaient restauré la stabilité macroéconomique et renforcé la confiance des investisseurs. Le marché répondit positivement : les obligations en dollars, cotées autour de 20 cents début 2024, grimpaient à 70 cents en fin d'année.

La dynamique se confirma au milieu de l'année 2025. Moody's porta la note à Caa1, le plus haut niveau depuis avant la pandémie, avec une perspective stable. L'assouplissement du régime de change, la levée partielle des contrôles de capitaux et une croissance projetée à 5,7 % cette année confirment que les réformes libérales de Milei ne sont pas de simples ajustements temporaires, mais le socle d'une économie plus dynamique et compétitive.

Certes, l'Argentine reste en catégorie spéculative. Mais pour la première fois depuis des décennies, les indicateurs macroéconomiques convergent vers un avenir plus stable et attractif pour les investisseurs. Les réformes de Milei, combinant discipline fiscale, désinflation et ouverture économique, montrent que des politiques libérales audacieuses peuvent transformer une économie historiquement fragile en une machine à croissance durable.

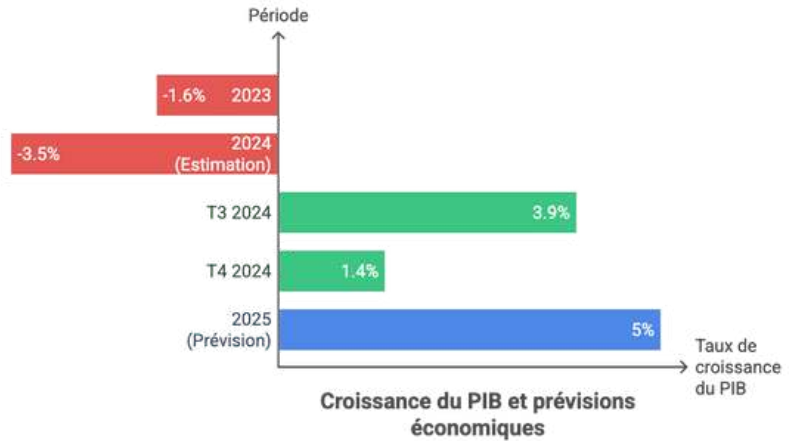
Tableau synthétique : Évolution de la note souveraine (Moody's)

| Période | Note Moody's | Perspective | Contexte clé |
|--------------|--------------|-------------|--|
| 2022-2023 | Ca | Stable | Inflation galopante, déficit chronique, réserves épuisées |
| 2024 | Ca | Stable | Réformes entamées, stabilisation des finances, tensions sociales |
| Janvier 2025 | Caa3 | Positive | Réformes décisives, stabilisation macro, premier upgrade |
| Juillet 2025 | Caa1 | Stable | Libéralisation change, amélioration external, croissance |

Une thérapie de choc aux résultats spectaculaires

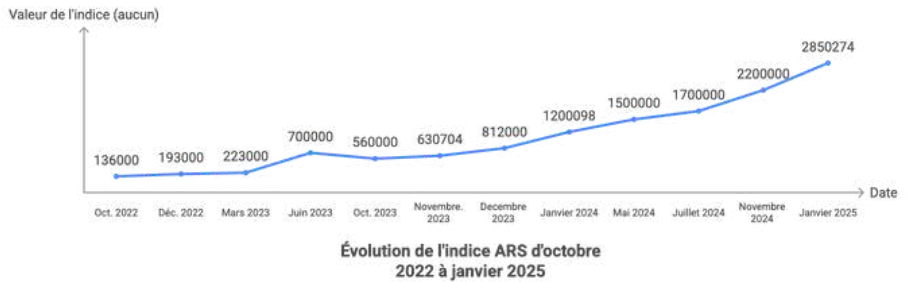
5% de croissance

Alors que ses détracteurs internationaux prédisaient le pire pour l'Economie argentine, elle a retrouvé une croissance du PIB qui a explosé avec +5% en seulement un an, malgré de nombreux ajustements



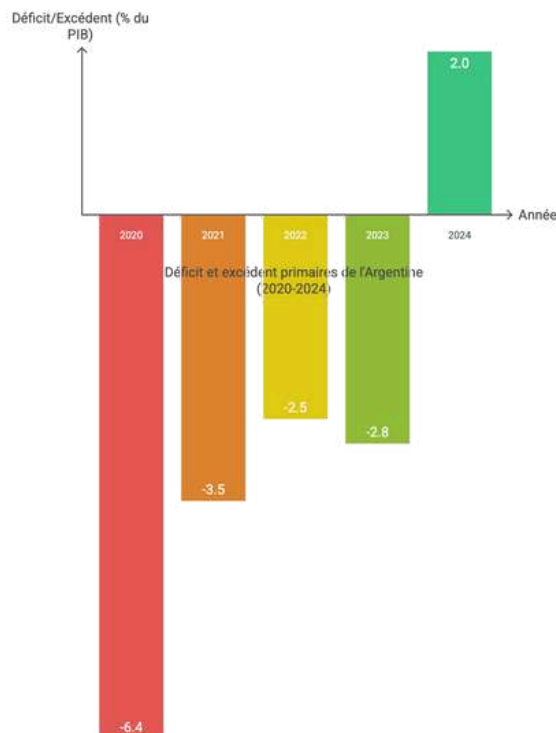
+ 1 950 % à la Bourse argentine

La hausse de l'indice boursier d'octobre 2022 (1 an avant l'élection de Milei, et janvier 2025)



Excédent fiscal primaire, une première depuis 120 ans

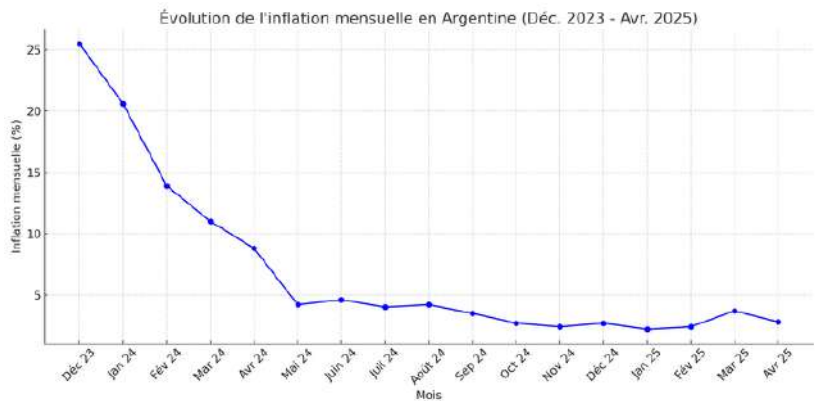
En 2024, l'Argentine a atteint un excédent budgétaire primaire projeté à environ 2 % du PIB, contre un déficit primaire de 3 % en 2023, soit une amélioration de 5 points de PIB. C'est la première fois en 123 ans que le pays élimine son déficit fiscal.



Une thérapie de choc aux résultats spectaculaires

Chute de l'inflation mensuelle de 25,5% à 2,4%

De décembre 2023 à novembre 2024



Augmentation de 80% du pouvoir d'achat réel sur certains biens

- En février 2024, il fallait 31,4 salaires moyens pour acheter une voiture.
- En mai 2025, seulement 17,4 salaires sont nécessaires.

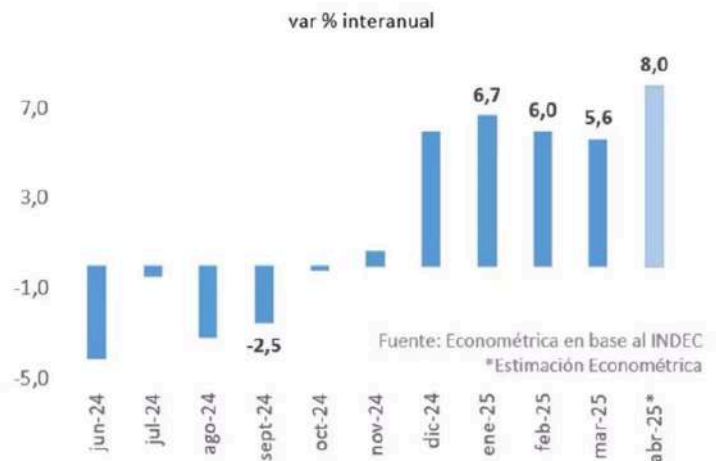


19 milliards de dollars

Le montant de l'augmentation des réserves de devises

31,8%

augmentation de l'investissement en un an.

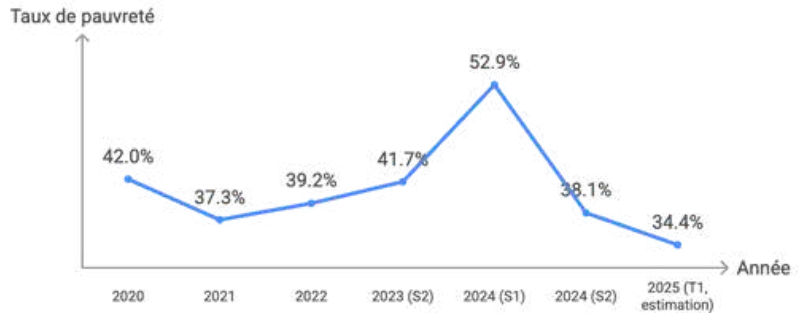


HEMOS SACADO A 12 MILLONES DE PERSONAS DE LA POBREZA, MIENTRAS QUE LA INDIGENCIA PASÓ DEL 20,2% AL 7,3%

Une thérapie de choc aux résultats spectaculaires

Baisse de la pauvreté

En 2021, le taux de pauvreté en Argentine a diminué à 37,3 % grâce à une forte reprise économique (+10 % PIB), malgré une inflation de 50,9 % (INDEC). En 2022, il stagne à 39,2 %, freiné par une inflation galopante (94,8 %) et une croissance ralentie (+5,2 %, INDEC). En 2023, la pauvreté s'aggrave à 41,7 % (S2, INDEC), atteignant 44,7 % à 49,5 % selon l'ODSA-UCA, en raison d'une inflation record (211 %) et d'une sécheresse (-26 % production agricole). En 2024, elle atteint un pic de 52,9 % au S1 (INDEC) à cause des réformes d'austérité de Milei (dévaluation, coupes budgétaires), avant de chuter à 38,1 % (INDEC) ou 36,8 % (UTDT) au S2, grâce à la désinflation (70 % fin 2024) et une reprise économique (+3,9 % T3, +1,4 % T4). En 2025, le taux de pauvreté est estimé à 34,4 % au T1 (UTDT/INDEC), soutenu par une inflation en baisse (47,3 % en avril) et une croissance prévue de 5,7 % (OCDE).



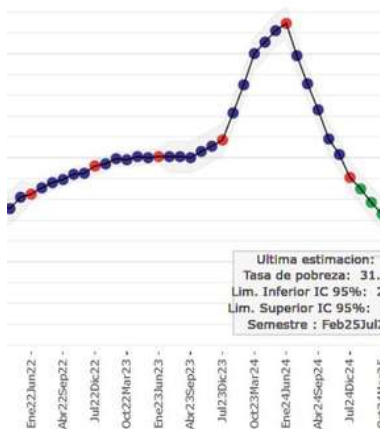
Taux de pauvreté de 2020 à 2025

Made with Napkin



Selon les données de l'UNICEF et du ministère du Capital Humain, entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025, **environ 2,4 millions d'enfants ont été extraits de la pauvreté**, marquant une baisse de 19 points de pourcentage du taux de pauvreté infantile.

Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'elle s'est produite dans un contexte de réformes budgétaires strictes. Malgré des réductions substantielles des dépenses publiques, le gouvernement a maintenu son engagement envers les programmes sociaux, reconnaissant leur rôle essentiel dans la protection des populations vulnérables. **Ainsi, la politique économique de Milei a non seulement restauré la stabilité macroéconomique, mais a également contribué à une amélioration tangible des conditions de vie des enfants argentins.**



V – Un souffle mondial inédit

Un écho mondial : Milei, le Marx libéral du XXI^e siècle ?

L'impact de Javier Milei dépasse déjà largement les frontières argentines pour se positionner comme un phénomène d'une portée historique. Une influence qui pourrait être comparée à celle de Karl Marx, mais en tant que son antithèse libérale

Si Marx a, en son temps, offert une grille de lecture et une vision d'un monde qui ont inspiré des mouvements révolutionnaires et des régimes économiques sur plusieurs continents, Milei propose aujourd'hui un contre-modèle libéral puissant, réaffirmant avec une ferveur inédite les principes du marché et de la liberté individuelle comme seule voie vers la prospérité.

L'analogie avec Marx n'est pas fortuite. Marx a diagnostiqué les maux de son époque, les attribuant aux dynamiques du capitalisme et proposant une solution révolutionnaire basée sur la propriété collective des moyens de production. Ses œuvres, *Le Capital* et *le Manifeste du Parti communiste*, sont devenues des bibles pour des générations d'intellectuels, de militants et de dirigeants politiques, modelant profondément le XX^e siècle. L'influence de Marx ne résidait pas seulement dans ses théories économiques, mais dans la force de son récit, dans sa capacité à cristalliser une vision du monde et à inspirer une action collective à une échelle globale.

Javier Milei, bien que n'étant pas un philosophe aussi prolifique que Marx, possède une capacité similaire à incarner et à propager une vision du monde radicalement opposée. Il diagnostique les maux actuels – inflation, dette, stagnation, corruption – comme étant la conséquence directe d'un interventionnisme étatique excessif et d'une idéologie collectiviste rampante. Son discours, puisant dans les racines de l'École Autrichienne et du libertarianisme, offre une alternative intellectuelle et pratique aux modèles collectivistes qui dominent l'Occident depuis des décennies.



Là où Marx a appelé les "prolétaires de tous les pays" à s'unir pour renverser le capital, Milei appelle les "hommes libres de tous les pays" à se dresser contre l'État oppresseur et le collectivisme.

Sa "tronçonneuse" est l'anti-symbole de la faucille et du marteau : elle représente la destruction de l'appareil étatique plutôt que de l'ordre bourgeois. Il ne propose pas une révolution violente, mais une révolution des idées et des politiques publiques qui vise à libérer les forces du marché et l'esprit d'entreprise.

L'influence de Milei est déjà palpable : il a dynamisé les mouvements libertariens et les partis pro-marché à travers l'Europe et les Amériques. Ses succès, même partiels, en Argentine sont scrutés avec espoir par ceux qui cherchent des solutions audacieuses à l'endettement galopant, à l'inflation persistante et à la bureaucratie asphyxiante. Il ne s'agit plus d'une simple curiosité argentine ; c'est une figure qui challenge ouvertement le consensus global, un penseur en action qui prouve que des politiques libérales peuvent capter l'adhésion populaire et commencer à produire des résultats concrets, même dans les conditions les plus difficiles.

Milei est le premier "anti-Marx" à atteindre une telle résonance mondiale. Il n'est pas seulement un chef d'État, mais un idéologue incarné, dont la force du propos et l'efficacité des premières mesures pourraient faire de lui un point de référence historique pour le renouveau libéral à l'échelle planétaire, comme Marx le fut pour le socialisme. Son impact durable dépendra de la capacité de l'Argentine à sortir durablement de l'ornière, mais son onde de choc idéologique a déjà prouvé sa puissance.

Un phénomène mondial



Javier Milei : Le libéralisme de rupture à l'ère des réseaux sociaux

Depuis son élection à la présidence de l'Argentine en décembre 2023, Javier Milei, économiste libertarien autoproclamé anarcho-capitaliste, a imposé un style politique aussi radical que novateur. Si ses idées économiques – dérégulation, réduction de l'État, dollarisation – marquent une rupture franche avec la tradition interventionniste argentine, c'est aussi la manière dont il diffuse son projet qui fascine et interpelle. Car Milei n'est pas seulement un président : il est un phénomène numérique mondial, catalysé par les réseaux sociaux.

Avant même son entrée en politique en 2020, Milei s'était fait connaître comme chroniqueur télé, enflammant les plateaux avec ses diatribes contre « la caste politique » et le « socialisme collectiviste ». Mais c'est sur les réseaux sociaux – X (anciennement Twitter), Instagram, YouTube – qu'il a véritablement construit sa base populaire. Sa campagne législative de 2021, décrite comme une « campagne 2.0 », a utilisé avec brio les codes de l'internet : memes, vidéos virales, slogans simples et martelés comme « ¡Viva la libertad, carajo! ». Cette esthétique pop-libérale, couplée à une rhétorique de combat, a séduit une jeunesse désabusée, en quête de figures de rupture.

Une fois élu, Milei a intensifié sa présence en ligne, passant selon Le Monde (18 avril 2024) plus de deux heures par jour sur X à publier, commenter et repartager des contenus. Il s'est lui-même présenté comme un « lion » affrontant l'hydre étatique, maniant la métaphore de la tronçonneuse pour illustrer sa volonté de découper l'appareil public.

Des idées qui dépassent les frontières en quelques secondes grâce aux réseaux sociaux

Le phénomène Milei ne se limite pas à l'Argentine. Ses idées, comme sa méthode de communication, rencontrent un écho croissant en Europe, notamment en France. Le compte @liberteadoree, très actif sur X, partage depuis juillet 2025 des données vantant le redressement argentin : une inflation passant de 211 % en 2023 à 60 % en 2025, et une croissance attendue de 5,5 % selon BBVA.

La fascination française pour Milei a pris une forme structurée avec la création d'un compte militant : Le Parti Mileiste Français, qui revendique plus de 43 000 abonnés et près de 8 millions d'impressions par mois. L'un de ses fondateurs, Romain Dominati, confie dans une interview à l'Institut pour le Progrès :

« La France a besoin d'un grand souffle de liberté plus que tout autre pays au monde. Pour atteindre le niveau de dépenses publiques du Danemark, qui est pourtant érigé comme modèle par les socialistes, il nous faudrait baisser le poids de l'État de 15 % du PIB ! C'est à peu près ce qu'a fait Milei en Argentine. »

Pour Dominati, l'élection de Milei a agi comme un détonateur idéologique :

« Nous avons compris que ses réformes allaient redresser l'Argentine de manière spectaculaire et offrirait un exemple concret, flagrant et indéniable des vertus du libéralisme. Le temps joue pour nous car chaque jour, ses réussites deviennent plus remarquables. Et pour l'instant, on peut dire que le pari est gagnant ! »

Les créateurs du compte @PartiMileisteFr ont bâti une stratégie de contenu agile, combinant posts incisifs et analyses plus denses. Dominati explique :

« Le compte est très vivant, beaucoup de gens interagissent en commentaires. Nous alternons les posts courts et marquants avec des publications bien plus longues et étayées. Les Français ont un réel appétit pour un changement sincère et profond de notre société étouffée par l'État. »

Selon lui, le succès du compte tient aussi à un besoin d'information indépendante :

« Comme la presse traditionnelle ne relaie pas les victoires de la liberté en Argentine, les gens se tournent vers X et un compte comme le nôtre pour avoir des informations fraîches et fiables. »

Le Mileisme se revendique comme une bataille culturelle, s'opposant au consensus social-démocrate dominant. En Argentine, les réformes brutales et la rhétorique incendiaire de Milei suscitent des controverses. En mai 2025, des décrets sur l'immigration ont été vivement critiqués pour leur dureté (The New York Times, 3 juillet 2025). Ses attaques régulières contre les médias inquiètent également une partie de l'opinion, qui y voit les signes d'un autoritarisme rampant.

Mais pour ses partisans, ce style tranché est précisément ce qui manque aux démocraties occidentales. Romain Dominati insiste :

« Les contribuables ne veulent plus entendre des formules creuses, des promesses sans lendemain. Ils veulent de l'action, du tranchant face à un État qui nous pourrit la vie. Et c'est ce que fait Milei. »

Un impact amplifié avec les réseaux sociaux

L'avènement de Javier Milei, et son élection, doivent beaucoup à l'essor des réseaux sociaux. Depuis son élection, sa résonance a pris un tournant international, notamment en France avec l'émergence de comptes dédiés à sa cause et à ses principes.

En particulier, un compte "Parti Mileiste français" a connu une rapide ascension et une audience importante ces derniers mois. Pour comprendre le phénomène, l'Institut pour le Progrès a interviewé l'un de ses cofondateurs, Romain Dominati :

1 - Pourquoi avoir créé un compte sur X pour populariser les idées de Milei ?

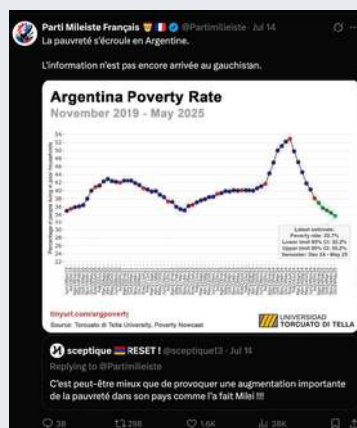
Car la France a besoin d'un grand souffle de liberté plus que tout autre pays au monde. Pour atteindre le niveau de dépenses publiques du Danemark, qui est érigé par les socialistes eux-mêmes comme modèle de réussite collectiviste, il nous faudrait baisser le poids de l'État de 15% du PIB ! C'est à peu près ce qu'a fait Milei en Argentine. Suite à l'élection de Milei nous avons tout de suite compris que ses réformes allaient redresser l'Argentine de manière spectaculaire et offriraient un exemple concret, flagrant et indéniable de vertus du libéralisme. En faisant le choix d'appeler la page Parti Mileiste Français, nous faisons un pari très clair : Milei va devenir un exemple incontournable des succès de la liberté. Plus aucun gouvernement ou journaliste dans le monde ne pourra l'ignorer. Le temps joue pour nous car chaque jour, ses réussites deviennent plus remarquables. Et pour l'instant, on peut dire que le pari est gagnant !

2 - Quel résultat constatez-vous des interactions du compte ?

Le succès est au rendez-vous. Avec plus de 43.000 abonnés nous sommes l'un des comptes libéraux francophone les plus suivis. Nous tournons à près de 8 millions d'impressions par mois. C'est beaucoup de travail puisque nous publions environ 5 posts par jour. Nous constatons que les lignes politiques bougent, que plusieurs élus reprennent nos éléments de langage, nos exemples concrets. Milei lui-même a partagé un de nos post !

3 - Comment expliquez-vous ces résultats ?

Le compte est très vivant, beaucoup de gens interagissent en commentaires et nous essayons d'alterner les posts courts et marquants avec des publications bien plus longues et étayées. Les français ont un réel appétit pour un changement sincère et profond de notre société étouffée par l'État. L'Argentine interpelle car c'est un pays qui était, comme nous, mis au bord du gouffre après des décennies de socialisme. Les contribuables ne veulent plus entendre des formules creuses, des promesses sans lendemain, ils veulent de l'action, du tranchant face à un État qui nous pourrit la vie. Et c'est ce que fait Milei. Comme la presse traditionnelle ne relaie pas les victoires de la liberté en Argentine, les gens se tournent vers X et un compte comme le nôtre pour avoir des informations fraîches et fiables. Nous espérons que notre contribution à la bataille culturelle permettra de faire émerger une véritable offre libérale sur la scène politique française.



Un mea culpa journalistique unique et un tabou médiatique en train d'être levé

Après avoir alternés entre qualificatifs peu élogieux "Clown ou fou", et déni de toute capacité à mener des réformes positives, les commentateurs ont été nombreux à minimiser les réussites en cours.

Un tabou et des biais idéologiques qui ont même amené, fait rarissime, des journalistes à effectuer un mea culpa en direct à la télévision française.



David Pujadas, le présentateur de TF1 et LCI, a exprimé une rare autocritique concernant le traitement médiatique réservé à Javier Milei en France. Le 23 janvier 2025, lors de son émission 24H Pujadas sur LCI, il a reconnu que les médias français avaient adopté une attitude « condescendante » envers le président argentin, qualifiant son arrivée au pouvoir de « dingue ». Pujadas a ajouté :

« Il y a peut-être un mea culpa à faire de la part des médias français qui ont quand même observé avec une certaine condescendance l'arrivée au pouvoir de cet homme. »

Ils estiment que les médias ont parfois été prompts à les qualifier de populistes ou d'extrémistes sans tenir compte de leurs succès politiques et économiques. Cette autocritique suggère une volonté de réévaluation du traitement médiatique des figures politiques internationales, en particulier celles qui adoptent des positions libérales ou conservatrices, un tabou sur le libéralisme qui est en train d'être levé uniquement grâce aux actions de Milei.



Deux narratifs s'affrontent sur Milei en France

Depuis son arrivée à la présidence de l'Argentine en décembre 2023, Javier Milei, économiste libertarien au style flamboyant, fait couler beaucoup d'encre en France. D'un côté, ses réformes ultralibérales – réduction drastique de l'inflation, équilibre budgétaire en un temps record, afflux d'investissements étrangers – sont célébrées comme un modèle audacieux pour sortir une économie de l'ornière. De l'autre, il est vilipendé comme un populiste d'extrême droite, accusé de creuser les inégalités. Ce clivage ne se limite pas à un débat économique : il révèle une France idéologiquement fracturée, où médias, réseaux sociaux et biais culturels s'affrontent autour de la figure de Milei.

Une menace pour l'État-providence à la française

En France, l'État est une institution quasi sacrée, pilier de la cohésion sociale et héritage d'une longue tradition républicaine. Les réformes de Milei – suppression de ministères, coupes budgétaires massives, déréglementation – heurtent cette vision de front. Ses résultats, bien que spectaculaires, sont perçus comme une menace par les défenseurs de l'État-providence, qui y voient une remise en cause de la « justice sociale ». Pourtant, une frange croissante de Français, exaspérée par une dette publique à 110 % du PIB et une bureaucratie pesante, s'enthousiasme pour ce vent de rupture.

Milei, miroir des failles françaises

L'Argentine de Milei agit comme un miroir dérangeant pour la France. Autrefois prospère, l'Argentine a sombré dans la crise à cause de décennies d'étatisme et de corruption, un destin qui résonne avec les 57 % de dépenses publiques du PIB français et une croissance atone. Les succès de Milei – 3,9 % de croissance au troisième trimestre 2024, 6 milliards de dollars d'investissements étrangers – mettent en lumière l'incapacité de la France à réformer son modèle. Pour les libéraux, c'est une validation éclatante de leurs idées. Pour les étatistes, c'est une menace à disqualifier à tout prix, d'où l'étiquette récurrente d'« extrême droite » collée à Milei. Cette peur d'un « effet Milei » est particulièrement vive chez les élites intellectuelles et médiatiques de gauche. Habituees à dominer le débat public, elles redoutent que ses succès n'inspirent des réformes libérales en France, fragilisant leur vision sacralisée de l'État.

Les médias de gauche accusés

Le traitement médiatique de Milei en France illustre cette tension. Des journaux comme Libération ou Le Monde mettent en avant l'augmentation temporaire de la pauvreté (de 40 % à 52 % au premier semestre 2024), mais omettent souvent la baisse ultérieure à 38,1 % et la chute de l'extrême pauvreté de 18,1 % à 8,2 % (L'Express, 26/05/2025). Cette couverture sélective est qualifiée de biaisée par les libéraux.

L'hostilité de Milei envers les médias publics argentins, qu'il accuse de « propagande », touche une corde sensible en France, où cette posture est perçue comme une attaque contre le rôle des journalistes, souvent autoproclamés défenseurs des opprimés. En caricaturant Milei comme un « fou » ou un « Trump de la pampa », ils tentent de neutraliser son aura, mais alimentent paradoxalement son attrait auprès de ceux qui rejettent l'establishment.

Les réseaux sociaux, amplificateurs de la fracture

Les réseaux sociaux jouent un rôle clé dans cette bataille narrative. En contournant les médias traditionnels, des comptes libertariens pro-Milei, suivis par des milliers de jeunes Français, diffusent des analyses élogieuses de ses réformes. Ces voix, parfois provocatrices, séduisent une génération désabusée par les promesses non tenues des gouvernements. Ce phénomène creuse un fossé entre le narratif dominant des rédactions et un contre-narratif en ligne, où Milei devient un symbole de résistance au « système ». En réponse, les médias traditionnels durcissent leur ton, renforçant la polarisation.

Un biais culturel contre l'« exotisme » argentin

Enfin, un obstacle subtil mais puissant réside dans un biais culturel français : une méfiance envers les modèles non européens, surtout sud-américains. L'Argentine, avec son histoire chaotique et son président excentrique, est souvent reléguée au rang de curiosité exotique, loin des références nordiques ou anglo-saxonnes prisées en France. Cette condescendance empêche une analyse sérieuse des réformes de Milei, renforçant le narratif négatif chez ceux qui refusent de voir en lui une source d'inspiration.

Pourtant, ni Hayek, ni Von Mises, ni aucun économiste de l'École de Chicago n'avait devant les yeux un cas de figure ressemblant à l'Argentine des années 2020 lorsqu'ils ont démontré l'inefficacité des solutions collectivistes. Les méthodes employées par Milei sont les mêmes qui ont fait davantage prospérer le monde libre par rapport au monde soviétique et communiste.

Et si la France regardait Milei sans œillères ?

Le débat autour de Javier Milei dépasse la simple question de ses politiques. Il reflète une France divisée, où la remise en cause de l'État-providence reste taboue pour certains, mais salvatrice pour d'autres. Les médias de gauche, en adoptant une posture défensive, contribuent à polariser le débat, au risque d'étouffer une réflexion nuancée. Plutôt que de céder à la peur, la France gagnerait à examiner les succès de Milei – baisse de l'inflation, reprise économique – et leurs coûts sociaux avec pragmatisme. Le « miracle argentin » n'est pas une recette miracle, mais il invite à repenser un modèle économique à bout de souffle. À défaut, la France risque de rester engluée dans ses contradictions, tandis que le spectre de Milei continuera de diviser.

VI - Le "mileisme", une solution aux autres économies occidentales ?

Le mileisme, une alternative naturelle aux politiques keynésiennes et collectivistes occidentales

Depuis plusieurs décennies, la trajectoire économique des pays occidentaux, et en particulier celle de la France et de l'Union européenne, reste profondément ancrée dans une approche keynésienne et socialiste de la gestion macroéconomique.

Ce paradigme, fondé sur l'intervention active de l'État pour soutenir la demande, stabiliser l'économie et corriger les "défaillances du marché", a conduit à une expansion sans précédent de la sphère publique, tant en termes de dépenses que de régulations. Mais les résultats observés suggèrent que cette orientation a atteint ses limites, et qu'elle conduit à une impasse structurelle, contrastant fortement avec les solutions proposées et mises en oeuvre par le mileisme.

Le poids de la dépense publique dans le Produit Intérieur Brut (PIB) est l'indicateur le plus parlant de cette évolution. En France, il s'établissait à 57,2 % en 2024, absorbant plus de la moitié de la richesse nationale, sans pour autant générer de croissance significative. À titre de comparaison, sous la présidence de Georges Pompidou, durant les Trente Glorieuses, le rôle de l'État dans le PIB oscillait autour de 30 % et générait en moyenne 5% de croissance, et le tout sans aucune dette publique !

Cette tendance n'est pourtant pas propre à la France. La dette publique atteint des niveaux alarmants dans plusieurs grandes économies occidentales. Au Japon, elle représente 216,2 % du PIB en 2024, l'un des ratios les plus élevés au monde. Aux États-Unis, la dette fédérale s'élève à 121,9 % du PIB au deuxième trimestre 2025, soit environ 36,2 trillions de dollars. En Italie, elle atteint 135,3 % du PIB en 2024, avec des prévisions de montée à 138,2 % d'ici 2026. En France, la dette publique est de 113,0 % du PIB en 2024, accompagnée d'un déficit budgétaire de 5,8 % du PIB. Le Royaume-Uni présente une dette de 95,9 % du PIB en 2024, avec des prévisions de légère hausse à 96,1 % d'ici 2029. En Espagne, la dette s'établit à 101,8 % du PIB en 2024, en recul par rapport à l'année précédente grâce à une croissance économique de 3,2 %. Enfin, l'Allemagne affiche une dette de 62,5 % du PIB en 2024, après une augmentation de 57 milliards d'euros par rapport à l'année précédente.

Cette forte proportion de la richesse nationale absorbée par l'État reflète un modèle où les dépenses publiques financent services étendus, transferts sociaux pléthoriques et subventions coûteuses, au détriment de l'efficacité.

Malgré cette inflation des dépenses publiques et cet endettement croissant, la croissance reste atone. En France, le PIB n'a progressé que de 0,9 % en 2023, avec des prévisions de 1,1 % en 2024 et 0,8 % en 2025. L'Allemagne et la Suède connaissent des dynamiques similaires, tandis que les États-Unis affichent une croissance faible depuis une décennie. À l'inverse, des pays adoptant des politiques pro-marché, comme le Vietnam, connaissent des taux de croissance annuels supérieurs à 6 %, avec une dette publique maîtrisée autour de 33 % du PIB.

Face à cette impasse, le mileisme propose une rupture. Il dénonce l'inefficacité structurelle et la nature spoliatrice de l'interventionnisme étatique. Là où les politiques occidentales répondent aux crises par plus de dépenses, plus de régulations et plus d'endettement, le mileisme prône la réduction drastique de l'État à ses fonctions régaliennes, l'élimination des déficits et une dérégulation massive.

L'expérience argentine montre que la confiance des marchés et la relance de l'investissement ne dépendent pas de la dépense publique, mais de la clarté des règles du jeu et de la liberté économique restaurée.

Cette vision contraste profondément avec l'expansion continue de l'État en Occident, marquée par une dette publique explosive, une croissance faible, une inflation persistante et une bureaucratie pléthorique. Milei, par sa "tronçonneuse budgétaire", démontre qu'un excédent budgétaire est atteignable en un an si la volonté politique existe.

Le mileisme offre ainsi un modèle qui résonne au-delà de l'Argentine.

Dans ce contexte, la doctrine de Milei apparaît moins comme une expérience locale que comme un laboratoire pour la réinvention économique des pays développés, offrant une alternative claire aux politiques socialistes et keynésiennes traditionnelles, aujourd'hui à bout de souffle.

Pour rappel, Keynes lui-même n'imaginait par qu'une économie puisse absorber des dépenses publiques supérieures à 40% du PIB. Une limite pourtant franchie, mais qui n'obéit pas aux principes du keynésianisme, mais bien plutôt à du collectivisme.

Le mileisme, une alternative naturelle aux politiques keynésiennes et collectivistes occidentales

Si les politiques de Javier Milei semblent initialement adaptées au contexte argentin, elles prennent une dimension universelle en offrant un modèle potentiellement inspirant pour les pays occidentaux, confrontés à des défis structurels étonnamment similaires : endettement massif, inflation persistante et inefficacité étatique.

L'Argentine, autrefois archétype de crise récurrente, pourrait ainsi devenir un laboratoire pour la réinvention économique du monde développé.

Les parallèles entre l'Argentine d'avant Milei et la situation actuelle de nombreux pays occidentaux sont frappants. Les États-Unis ont dépassé les 34 000 milliards de dollars de dette fédérale, et plusieurs pays européens, notamment du Sud, affichent des ratios dette/PIB supérieurs à 100 %. Cette spirale de l'endettement menace la stabilité financière, restreint les marges de manœuvre budgétaires et pèse sur les générations futures. **Milei, avec sa "tronçonneuse" budgétaire, démontre qu'une rupture forte avec les déficits est non seulement possible, mais nécessaire. Sa capacité à obtenir un excédent budgétaire en un an seulement envoie un signal fort : la consolidation fiscale est réalisable si la volonté politique existe.**

Même si l'inflation des États-Unis et de l'Europe n'atteint pas les niveaux hyperinflationnistes de l'Argentine, elle demeure persistante, réduisant le pouvoir d'achat et créant de l'incertitude économique. Souvent liée à des politiques monétaires laxistes et à des dépenses publiques excessives, cette inflation illustre l'intérêt de la discipline budgétaire et monétaire que Milei applique. La stabilisation progressive de l'inflation argentine offre ainsi une feuille de route pour les banques centrales et gouvernements occidentaux souhaitant restaurer la valeur de leur monnaie.

La croissance anémique et l'inefficacité des marchés constituent un autre défi. De nombreuses économies occidentales souffrent de réglementations excessives, de charges fiscales élevées et de bureaucratie pléthorique, limitant l'innovation et la compétitivité. Les politiques de dérégulation massive et de simplification promues par Milei, si elles s'avèrent efficaces sur le long terme, pourraient inspirer des réformes similaires pour revitaliser ces économies.

La dépendance à l'État-Providence et la montée d'une "caste" politique déconnectée créent également un cercle vicieux. Aux États-Unis comme en Europe, une partie croissante de la population dépend des transferts sociaux, tandis que l'établissement politique peine à proposer des solutions audacieuses et que les populations se tournent vers des solutions plus extrémistes.

Depuis plusieurs décennies, la trajectoire économique de l'Occident, et en particulier de la France et de l'Union européenne, repose sur une approche keynésienne et socialiste, fondée sur l'intervention active de l'État pour soutenir la demande et corriger les défaillances du marché. Cette orientation a conduit à une expansion sans précédent de la sphère publique, en dépenses et régulations, mais ses résultats sont aujourd'hui décevants et ont propulsés la France dans plusieurs impasses budgétaires.

Le poids de la dépense publique dans le PIB illustre cette dynamique. En France, il s'établissait à 57,2 % en 2024, absorbant plus de la moitié de la richesse nationale sans générer de croissance significative. À titre de comparaison, sous la présidence de Georges Pompidou, durant les Trente Glorieuses, le rôle de l'État dans le PIB oscillait autour de 30 %, générant en moyenne 5 % de croissance, sans aucune dette publique.

Cette tendance n'est pas propre à la France. La dette publique atteint des niveaux alarmants dans de nombreuses grandes économies : Japon 216,2 % du PIB, États-Unis 121,9 %, Italie 135,3 %, France 113 %, Royaume-Uni 95,9 %, Espagne 101,8 %, Allemagne 62,5 %. Cette proportion élevée de la richesse nationale absorbée par l'État reflète un modèle où dépenses publiques, transferts sociaux et subventions pèsent sur l'efficacité économique.

Malgré cette inflation des dépenses et cet endettement croissant, la croissance reste faible. En France, le PIB n'a progressé que de 0,9 % en 2023, avec des prévisions de 1,1 % en 2024 et 0,8 % en 2025. L'Allemagne et la Suède connaissent des dynamiques similaires, tandis que les États-Unis affichent une croissance faible depuis une décennie. À l'inverse, des pays adoptant des politiques pro-marché, comme le Vietnam, enregistrent des taux annuels supérieurs à 6 %, avec une dette publique maîtrisée autour de 33 % du PIB.

Face à cette impasse, le mileisme propose une rupture radicale. Il dénonce l'inefficacité structurelle et la nature spoliatrice de l'interventionnisme étatique. Là où les politiques occidentales répondent aux crises par plus de dépenses et d'endettement, Milei prône la réduction drastique de l'État à ses fonctions régaliennes, l'élimination des déficits et une dérégulation massive. L'expérience argentine montre que la confiance des marchés et la relance de l'investissement dépendent davantage de la clarté des règles et de la liberté économique que de la dépense publique.

La doctrine de Milei apparaît ainsi moins comme une expérience locale que comme un laboratoire pour la réinvention économique des pays développés, offrant une alternative claire aux politiques socialistes et keynésiennes traditionnelles, aujourd'hui à bout de souffle. Pour rappel, Keynes lui-même n'imaginait pas que l'économie puisse absorber des dépenses publiques supérieures à 40 % du PIB, limite pourtant largement franchie, illustrant le passage du keynésianisme au collectivisme dans de nombreuses économies occidentales.

Le mileisme, une alternative naturelle aux politiques keynésiennes et collectivistes occidentales

La France traverse une période de turbulences économiques et politiques sans précédent, marquée par une dette publique explosive, un déficit budgétaire record et une instabilité gouvernementale qui paralyse les réformes nécessaires. En juillet 2025, les alertes des institutions nationales et internationales, dont la Cour des comptes, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI), se multiplient, décrivant un pays au bord d'une crise économique majeure.

En 2025, l'économie française affiche une croissance anémique, de 0,1% au premier semestre tandis que la dette publique française, elle, ne cesse de croître pour atteindre environ 3 500 milliards d'euros (120 % du PIB) en 2025, est un fardeau critique. Le déficit budgétaire, estimé à 5,8 % du PIB en 2024, reste bien au-dessus des 3 % exigés par les règles européennes, plaçant la France sous la procédure de déficit excessif de l'UE. La Cour des comptes a averti qu'il faudra 105 milliards d'euros d'économies d'ici 2029 pour revenir sous cette barre. Pierre Moscovici a déploré : « *Nous sommes désormais sur la première marche d'un podium que je ne souhaite pas pour la France : notre déficit est le plus élevé de la zone euro* » (2 juillet 2025).

François Bayrou, nommé Premier ministre, a tenté de rassurer lors de son discours de politique générale : « La dette est un piège qui menace la survie de notre pays. Nous devons agir avec responsabilité pour éviter que nos enfants n'héritent d'un fardeau ingérable » (janvier 2025). Cependant, ses propositions pour un budget 2026 visant 40 milliards d'euros d'économies ont été jugées insuffisantes par la Cour des comptes. Moscovici a critiqué : « La réduction du déficit est insuffisante pour enrayer la dérive de la dette publique en 2025 » (2 juillet 2025). La Cour des comptes a d'ailleurs souligné récemment que la charge de la dette, qui grève déjà les finances publiques, doublerait presque à 112 milliards d'euros en 2029, devenant le premier budget de l'État, « loin devant l'Éducation nationale ».

« Les erreurs passées ne peuvent plus se reproduire, a souligné Pierre Moscovici. **L'austérité, la vraie, elle viendra si on ne fait rien. Ce que nous n'aurons pas fait par nous-mêmes, par des mesures intelligentes, par une réflexion sur notre modèle [...] écologique, social, économique, on nous l'imposera de l'extérieur** »

Fait rarissime dans l'histoire des finances européennes, la Cour des comptes française a, dans son rapport intitulé "La situation des finances publiques" publié en février 2025, alerté sur une dégradation sans précédent des finances publiques et a **souligné "la réalité d'une dépense publique en roue libre"**.

L'économiste Olivier Blanchard a souligné l'impasse politique : « *Nous ne faisons absolument pas ce qu'il faut, c'est certain. Il faudra une crise budgétaire, peut-être une crise financière, pour que les partis se mettent autour de la table et disent : nous allons agir.* » Dans le même temps, nous commençons à observer des réactions redoutées de la part des marchés financiers puisque, en juillet 2025, la France emprunte à des taux supérieurs à ceux de l'Italie, une situation inédite en 20 ans.

Les faillites d'entreprises s'accroissent, avec 65 000 dépôts de bilan prévus en 2025, un niveau comparable à 2008. Le patron de Bpifrance, Nicolas Dufourcq, a prévenu : « La France va vivre sa première cure d'austérité depuis les années 1980. » Cette austérité redoutée pourrait être imposée par l'UE si la France ne respecte pas ses engagements, renforçant la crainte d'une tutelle européenne.

Les réformes nécessaires – réduction des dépenses, réforme des retraites, simplification administrative – sont paralysées par l'instabilité politique. Pierre Moscovici a fustigé la gestion passée : « **La dérive budgétaire de 2024 est encore plus préoccupante que celle des années précédentes, car elle ne doit rien à des circonstances extérieures. Elle est la conséquence directe du fait que nous n'avons pas été capables de maîtriser la dynamique de la dépense** » (2 juillet 2025). Il a menacé de ne plus certifier les comptes de l'État si ses recommandations sont ignorées : « En l'absence de progrès significatifs en 2025, la Cour pourrait être amenée à ne pas certifier les comptes » (16 avril 2025).

La pression de l'UE s'intensifie. La France, sous procédure de déficit excessif, risque des sanctions si elle ne ramène pas son déficit sous les 3 % d'ici 2029. Le FMI, dans son rapport de mai 2025, a recommandé des « ajustements fiscaux significatifs » pour éviter une crise. Une tutelle européenne, impliquant des réformes imposées par Bruxelles, devient une hypothèse crédible si la France échoue à redresser ses finances.

Contact



[LinkedIn Institut pour le Progrès](#)



[Page X de l'Institut pour le Progrès](#)



<https://www.institutpourleprogres.org/>